

**REÇU LE**

**2 0 JUIN 2001**

**COMITE CONSULTATIF  
DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK**

**De:** Pelletier, Magella [SteFoy]  
**Envoyé:** 18 juin, 2001 14:27  
**À:** Ringuet, Isabelle [SteFoy]; Jarry, Vincent [Montreal]; Milot, Paul [SteFoy]; Papineau, Madeleine [SteFoy]; Vigeant, Gérald [Montreal]; 'Denis Bernatchez, CCEBJ', 'Robert Comtois, CCEK'; 'Nicole Gougeon, CCCPT'  
**Cc:** Saint-Charles, Claude [SteFoy]; 'CD\_EC Tremblay Albin'  
**Objet:** IEN-État de situation

Une version anglaise de ce mémo suivra dans un message distinct

An english version of this memo will follow in a separate message

### **Informations sur l'Initiative des Écosystème Nordiques (IEN) - Region du Québec**

Ce mémo d'information a pour objectif de vous renseigner sur les différentes activités reliées à l'IEN depuis le début de l'année 2001. Nous y avons inclus également les principaux documents se rattachant à chacune des rubriques.

#### **Atelier de Schefferville :**

La version finale du compte rendu de l'atelier de Schefferville est complétée et elle est maintenant disponible en français et en anglais. Vous trouverez ci-joint une version électronique. Une copie reliée vous sera transmise par la poste dans les prochains jours.



#### **Propositions 200-2002 :**

Tel que convenu à Schefferville trois propositions ont été développées et soumises dans le cadre de l'IEN. Deux propositions ont été acceptées lors de la première ronde en février :

Projet Caribou : *Québec - Labrador Caribou: from Science to Communities (ARC) -*

Projet Lichen : *Community Empower in Action : Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge (ARC-INRS) -*


À la demande du comité national d'évaluation de l'IEN, la proposition portant sur la caractérisation des sites d'exploration minière a été amendée et déposée lors de la seconde ronde à la fin avril.

Projet Sites Contaminés : *Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik (ARK-GÉTIC)*

Une décision quant à cette dernière proposition devrait être prise d'ici la mi-

juin.

Un résumé de chacune des propositions est joint.

  
Résumé\_Propositions.  
doc


### **Communiqué d'information :**

Entre le 23 mars et le 3 avril, un communiqué d'information sur les résultats de l'atelier de Schefferville a été transmis à différents journaux et sites internet


- The Nation (journal cri)
- Nunatsiaq news (journal inuit)
- Innuvelle (journal innu)
- Conseil de bande Naskapi
- www.autochtones.com
- www.affairesautochtones.com

### **Poser les fondations :**

La région Prairie & Nord d'EC a publié au début de l'année un document intitulé « Poser les fondations ». Cette publication fait le bilan des trois premières années de l'IEN. Une version électronique est jointe. Une copie papier vous sera également acheminée.

  
NBI Poser les  
fondations.PDF

**Nouveau membre du Comité Directeur :** C'est avec plaisir que nous accueillons M. Denis Vandal de la Société de la Faune et des Parcs du Québec (FAPAQ) comme nouveau membre du comité directeur de l'IEN région du Québec. Nous incluons ci-joint une mise à jour de la liste des membres du comité directeur de l'IEN.

  
ComiteDirecteur\_mai01  
.doc

### **Plan d'Action :**

À partir des discussions sur les grandes orientations stratégiques, EC a travaillé à la préparation d'une ébauche du plan d'action intégré et concerté. Une première version préliminaire devrait être complétée d'ici la mi-juin.

**Prochaine étape :**

Les membres du comité directeur seront consultés dans les prochaines semaines sur le contenu de l'ébauche du plan d'action intégré et concerté.

*Magella Pelletier*  
*Environnement Canada*  
*Tél. (418) 649-6566*  
*Fax: (418) 649-6030*  
*Courriel: magella.pelletier@ec.gc.ca*

**De:** Pelletier, Magella [SteFoy]  
**Envoyé:** 18 juin, 2001 14:33  
**À:** Ringuet, Isabelle [SteFoy]; Papineau, Madeleine [SteFoy]; Milot, Paul [SteFoy]; Jarry, Vincent [Montreal]; Vigeant, Gérald [Montreal]; 'Nicole Gougeon, CCCPT'; 'Robert Comtois, CCEK'; 'Denis Bernatchez, CCEBJ'  
**Objet:** NEI-Update

Une version française de ce mémo suivra dans un message distinct

An french version of this memo will follow in a separate message

### **Northern Ecosystem Initiative - Quebec Region - Information**

The purpose of this memo is to inform you about the various NEI activities that have taken place since the start of 2001. Also included are the main documents pertaining to each heading.

#### **Schefferville workshop:**

The final version of the minutes on the Schefferville workshop has been completed and is now available in both French and English. An electronic version is attached; a bound copy will follow by mail in the next few days.



#### **Proposals for 001-2002:**

As agreed at Schefferville, three NEI proposals have been developed and submitted. Two proposals were approved on the first round in February:


- Caribou Project: *Quebec - Labrador Caribou: from Science to Communities (ARC) -*
- Lichen Project: *Community empower in action : Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge (ARC-INRS) -*

At the behest of the National NEI Review Committee, the proposal on Abandoned Mining sites was amended and submitted on the second round in late April.

Contaminated Sites Project: *Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik (KRG-GÉTIC) -*

Funding decision on this proposal is expected by mid june.

Proposal summaries are attached.

  
Summaies\_Proposals.d  
oc


### **News release:**

Between March 23 ad April 3, a news release on the outcome of the Schefferville workshop was sent to various newspapers and web sites :

- The Nation (Cree newspaper)
- Nunatsiaq News (Inuit newspaper)
- Innuvelle (Innu newspaper)
- Naskapi Band Council
- [www.nativetrail.com](http://www.nativetrail.com)
- [www.affairesautochtones.com](http://www.affairesautochtones.com)

### **Laying the foundations:**


Early this year, EC's Prairie & Northern Region published a document entitled «Laying the Foundations». This is a report on the first three years of NEI. An electronic version is attached. A hard copy will likewise be mailed.

  
NEI Laying the  
Foundation.PDF

### **New Steering Committee member:**

We are pleased to welome Denis Vandal of *Société de la Faune et des Parcs du Québec* (FAPAQ) as a new member of the Quebec Region NEI Steering Committee.

Attached is an updated list of Committee members.

  
Steering Committee  
\_mai01.doc

### **Action Plan:**

Based on discussions of its main strategic direcions, EC is working to produce a draft of an integrated and co-ordinated action plan. A first, preliminary version should be ready by mid-june.

**Next step:**

Members of the Steering Committee will be consulted on the content of the draft action plan.

*Claude Saint-Charles*

Chef, division des évaluations environnementales  
Direction de la conservation de l'environnement  
Environnement Canada - région du Québec  
Tel : 418-648-5675  
Fax:418-649-6030  
E-mail : [claudio.saint-charles @ec.gc.ca](mailto:claudio.saint-charles@ec.gc.ca)

*Magella Pelletier*

*Environnement Canada*  
*Tél. (418) 649-6566*  
*Fax: (418) 649-6030*  
*Courriel: [magella.pelletier@ec.gc.ca](mailto:magella.pelletier@ec.gc.ca)*



## ***Québec – Labrador Caribou: from Science to Communities***

Étant donné que les ressources biologiques constituent une part importante de la diète des communautés nordiques, les autochtones demeurent préoccupés par les impacts susceptibles d'affecter la qualité de l'environnement et les ressources fauniques (poisson, oiseaux, mammifères) dont ils dépendent. Dans le nord du Québec, le caribou est de loin la ressource la plus importante au point de vue économique, et culturel. De récentes consultations menées auprès des communautés autochtones ont permis de mettre en évidence une importante lacune quant à l'absence de circulation d'informations entre le milieu scientifique et les communautés. Cette proposition vise à combler cette lacune.

L'objectif du projet est de rassembler, consolider, vulgariser et rendre accessible aux communautés autochtones, la connaissance scientifique portant sur le caribou. Une base de donnée informatisée portant sur quatre thèmes principaux (migration, habitat, récolte et perturbations humaines) sera constituée. L'information sera assemblée pour être rendu disponible sous différentes formes (brochure, document question-réponse, cartes, affiches, site internet) afin d'être utilisée et adaptée par divers utilisateurs (biologistes, agents de la faune, gestionnaires, pourvoyeurs...) pour être retransmise dans un langage clair dans les communautés.

Cette proposition jouit d'un large support de la part des principaux intervenants regroupés au sein du Comité directeur régional de l'IEN qui compte des représentants des 4 Nations autochtones du nord du Québec (Cri, Inuit, Innu, Naskapi), des représentants gouvernementaux, des centres de recherche nordiques et d'Hydro-Québec. De plus la réalisation de ce projet fait l'objet d'un vaste partenariat mettant à contribution toutes les organisations concernées par la gestion des populations de caribou de la péninsule Québec-Labrador.

Le coût total de cette proposition est estimé à \$ 115 K. Une participation de \$ 40 K est demandée à l'IEN soit 34%

---

## ***Community Empowerment in Action: Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge***

Le Projet proposé répond au besoin pressant de doter les communautés nordiques de nouveaux mécanismes assurant un meilleur accès à l'information sur l'environnement. L'équipe de projet entend développer et mettre en œuvre une stratégie d'accès à l'information bi-directionnelle accompagnée de mesures spécifiques dans le but de jeter les bases d'un système fonctionnel et centralisé d'accès à la connaissance scientifique et autochtone sur l'environnement et ce, pour le bénéfice des communautés nordiques et pour tous les autres intervenants. Le projet compte sur la participation des communautés visées par le NEI et les organismes de recherche impliqués dans le Québec nordique. À travers la consultation, la recherche participative et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, le projet contribuera à améliorer la capacité de gestion environnementale et de gestion d'information des communautés nordiques, tout en améliorant la communication entre les différents intervenants

---

## ***Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik***

Le projet proposé touche d'importants enjeux environnementaux reliés aux sites abandonnés d'exploration minière et à leurs impacts potentiels sur les écosystèmes. La région couverte se situe au nord du 55<sup>e</sup> parallèle au Nord-du-Québec, mais l'utilisation de la méthodologie et les résultats pourront contribuer au développement durable du Nord canadien.

Le présent projet constitue la suite d'un projet conjoint réalisé en 1999 par l'Administration régionale Kativik, la Société Makivik et l'Université Laval visant à identifier et localiser les sites abandonnés d'exploration minières au Nord-du-Québec ou Nunavik. En 2000, la Nation Naskapi de Kawawachikamach a collaboré au projet et un

inventaire exhaustif a permis de recenser un total de 600 sites miniers. La méthodologie utilisée consiste à intégrer l'approche scientifique et le savoir traditionnel obtenu à partir d'entrevues réalisées avec des informateurs-clés autochtones et l'utilisation, sur une base expérimentale, de l'imagerie satellitaire IKONOS sur une petite portion du territoire.

Le but du présent projet, réparti sur une période de deux années, est d'évaluer et de prioriser un échantillon de 85 sites. Vingt-cinq (25) de ces sites, identifiés comme « prioritaires », seront caractérisés alors que sur les 60 sites restants qui seront feront l'objet d'une description élaborée, 30 seront caractérisés de façon préliminaire. Les sites seront ensuite priorisés en relation avec les risques que chacun entraîne sur l'environnement.

Parallèlement, l'expérimentation de l'imagerie satellitaire à haute résolution IKONOS sera poursuivie. Cela permettra d'évaluer le potentiel de l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour l'inventaire et la caractérisation, non seulement de sites miniers, mais de tout autre type de sites.

Le projet démontrera que l'intégration de données provenant de la science et du savoir traditionnel est un outil utile et efficace et que, à travers un transfert de connaissances, de talents et de technologie, elle améliorera les capacités des communautés nordiques à gérer leur environnement et à accéder à une ressource faunique en santé pour leur subsistance. Le projet fera le test de la technologie IKONOS qui pourrait s'avérer un outil utile pour le développement durable du Nord canadien.

---



## ***Québec – Labrador Caribou: from Science to Communities***

Biological resources are an important part of the diet of aboriginals in the northern communities. As such they remain preoccupied by the potential impacts which may negatively affect the environment and the quality of wildlife resources (fish, birds, mammals) they depend on. In Northern Québec, caribou is one of the most important resource both economically and culturally. During recent consultations in aboriginal communities, the lack of information exchange between scientists and the public was often brought up. This project aims at solving this problem.

The objective of the project is to assemble, analyse and make available scientific information on the caribou to the aboriginal communities. A data base on four main topics (migration, habitat, harvest and human disturbances) will be assembled. The information will be presented in such a format that it will be possible to generate documents for public presentations as well as information tools such as brochures, maps and posters or material to be used on the internet. This information will be available to various types of users such as biologists, managers or outfitters and could in turn be transmitted to communities in a clear format.

Our proposal is well supported by the members of the Steering Committee, including the representatives of four aboriginal organization (Cree, Naskapi, Innu and Inuit) as well as representatives of the government, research centres and Hydro-Québec (See appendix II). Moreover the realization of this project will require a very wide partnership into which all organizations concerned with caribou management in the Québec-Labrador peninsula will have to contribute.

The total cost of this project will be 115K. A participation from NEI of 40K is requested for a total of 34% of the total budget.

---

## ***Community Empowerment in Action: Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge***

The proposed project addresses a pressing need for new mechanisms to provide Northern Native communities with a better access to research information on the environment. The project team will develop and implement a bi-directional *strategy for access to information* and specific measures with a view to set the foundation of a functional centralized system of access to scientific and Native environmental knowledge for the benefit of northern communities and other stakeholders. The project will count with the participation of NEI targeted communities and research organizations involved in Northern Québec. Through consultation, participatory research and the use of new information technologies, the project will enhance northern communities' capacity to manage environmental resources and environmental information, while improving communication between all stakeholders.

---

## ***Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik***

The proposed project addresses the important environmental issue of abandoned mining exploration sites and the impacts they may have on the ecosystems. The region cover lies north of the 55<sup>th</sup> parallel in Northern Québec but the methodology use and the results will contribute to the sustainable development of Canadian North.

The proposed project is the continuation of a joint project undertaken in 1999 by the Kativik Regional Government, Makivik Corporation and Université Laval to identify and locate abandoned mineral exploration sites in Northern Québec or Nunavik. In 2000, the Naskapi Nation of Kawawachikamach joined the project and an inventory of all mining sites identified 600 sites. The methodology used consisted of integrating western science and traditional knowledge obtained from interviews with key Native informants, and the use, on a trial basis, of the IKONOS satellite imagery over a small area of the region.

The goal of the present project, over a two year period, is to assess and prioritize a sample of 85 sites. Twenty-five (25) of these sites, identified as "priority sites", will be characterized while of the remaining 60 that will be thoroughly described, 30 will be preliminary characterized. Sites will then be prioritized according to the risk each poses to the environment.

In parallel we will continue to experiment with the IKONOS high resolution satellite imagery. This will lead to an evaluation of the potential use of satellite imagery for the inventory and characterization of not only mining sites but any type of site.

The project will show that the integration of data by both western science and traditional knowledge is a usefull and effective tool and, through a transfer of knowledge, skills and technology, it will enhance the capacities of northern communities to manage their environment and have access to healthy wildlife for subsistence. It will test the IKONOS technology which could prove to be a valuable tool for a sustainable development of Canadian North.

---

<b>INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES - Région du Québec</b>		
<b>COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL - Membres du Comité</b>		
Albin Tremblay, Directeur, Direction de la Conservation de l'Environnement Environnement Canada, région du Québec 1141, Route de l'Église, 9 <sup>e</sup> étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5 <i>co-président</i>	Téléphone Télécopieur Courriel	418-648-7808 418-649-6591 albin.tremblay@ec.gc.ca
Serge Ashini-Goupil Nation Innu de Matimekush-Lac-John 100, Montagnais Sept-Îles, Québec, G4R 5P9 <i>co-président</i>	Téléphone Télécopieur Courriel	418-962-3834 418-962-4719 agoup@globetrotter.net
Denis Vandal Directeur de l'aménagement de la faune Nord-du-Québec Société de la Faune et des Parcs du Québec Édifce Marie-Guyart, 675, René-Lévesque Aile René-Lévesque, RC Québec, Québec, G1R 5V7	Téléphone Télécopieur Courriel	418-521-3959 poste 7380 418-643-2057 denis.vandal@fapaq.gouv.qc.ca
Michael Barrett, Conseiller en environnement Administration Régionale Kativik C.P. 9 Kuujjuaq, Québec, JOM 1C0	Téléphone Télécopieur Courriel	819-964-2961 819-964-2956 m_barrett@makivik.org
Yves Bégin, Directeur, Centre d'études nordiques Pavillon Abitibi-Price, Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Téléphone Télécopieur Courriel	418-656-2131 poste 5630 418-656-2978 yves.begin@cen.ulaval.ca
Ginette Lajoie Coordonatrice à l'environnement Administration régionale crie 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Téléphone Télécopieur Courriel	514-861-5837 514-861-0760 glajoie@gcc.ca
Robert Denis, Conseiller environnement/milieu physique Hydraulique et Environnement -Production Hydro-Québec 1010, Ste-Catherine ouest, (3 <sup>e</sup> ) Montréal, Québec, H3C 4S7	Téléphone Télécopieur Courriel	514-392-8000 poste 5147 514-392-8744 denis.robert@hydro.qc.ca
Pierre Lauzon, Gestionnaire, Environnement Affaires indiennes et du Nord Canada 320, Rue ST-Joseph Est Case postale: CP 51127, CP G ROY QUÉBEC, Québec, G1K 8Z7	Téléphone Télécopieur Courriel	418-648-4455 418-648-3560 lauzonp@inac.gc.ca
John Mameamskum, Directeur Général Naskapi Nation of Kawawachikamach P.O. Box 5111 Kawawachikamach, Québec, G0G 2Z0	Téléphone Télécopieur Courriel	418-585-2686 418-585-3130 johnm@naskapi.ca
François Trudel, Directeur GÉ TIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Téléphone Télécopieur Courriel	418-656-2131 poste 3039 418-656-2831 Francois.Trudel@fss.ulaval.ca

**INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES - Région du Québec****COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL - Soutien et substituts**

Claude Saint-Charles, Chef, Division des évaluations environnementales Environnement Canada 1141, Route de l'Église, 8 <sup>e</sup> étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Téléphone Télécopieur Courriel	418-648-5675 418-649-6030 claude.saint-charles@ec.gc.ca
Magella Pelletier, Analyste, Division des évaluations environnementales Environnement Canada 1141, Route de l'Église, 8 <sup>e</sup> étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Téléphone Télécopieur Courriel	418-649-6566 418-649-6030 magella.pelletier@ec.gc.ca
René Dion Administration régionale crie 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Téléphone Télécopieur Courriel	514-861-5837 514-861-0760 rdion@gcc.ca
Josée Brunelle, Biologiste Paul Wilkinson & Associates 5800 Monkland Avenue, 2 <sup>e</sup> étage Montreal, Qc H4A 1G1	Téléphone Télécopieur Courriel	514-482-6887 514-482-0036 brunelle@wilkinson.ca
Robert Comtois, Chercheur GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Téléphone Télécopieur Courriel	418-656-7596 418-656-3023 robert.comtois@fss.ulaval.ca

<b>NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE - Quebec Region</b>		
<b>REGIONAL STEERING COMMITTEE - Committee Members</b>		
Albin Tremblay, Director, Conservation Branch Environment Canada, Quebec Region 1141, Route de l'Église, 9 <sup>e</sup> étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5 <i>co-chair</i>	Phone FAX E-mail	418-648-7808 418-649-6591 albin.tremblay@ec.gc.ca
Serge Ashini-Goupil Innu Nation Matimekush-Lac-John 100, Montagnais Sept-Îles, Québec, G4R 5P9 <i>co-chair</i>	Phone FAX E-mail	418-962-3834 418-962-4719 agoup@globetrotter.net
Denis Vandal Wildlife Management Northern Quebec Region Société de la Faune et des Parcs du Québec Édifce Marie-Guyart, 675, René-Lévesque Québec, Québec, G1R 5V7	Phone FAX E-mail	418-521-3959 poste 7380 418-643-2057 denis.vandal@fapaq.gouv.qc.ca
Michael Barrett, Environment Advisor Kativik Regional Government P.O. Box 9 Kuujuaq, Québec, JOM 1C0	Phone FAX E-mail	819-964-2961 819-964-2956 m_barrett@makivik.org
Yves Bégin, Director, Centre d'études nordiques Pavillon Abitibi-Price, Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Phone FAX E-mail	418-656-2131 poste 5630 418-656-2978 yves.begin@cen.ulaval.ca
Ginette Lajoie Environmental Co-ordinator Cree Regional Authority 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Phone FAX E-mail	514-861-5837 514-861-0760 glajoie@gcc.ca
Robert Denis, Environmental Advisor Hydraulique et Environnement -Production Hydro-Québec 1010, Ste-Catherine ouest, (3 <sup>e</sup> ) Montréal, Québec, H3C 4S7	Téléphone Télécopieur Courriel	514-392-8000 poste 5147 514-392-8744 denis.robert@hydro.qc.ca
Pierre Lauzon, Environmental Manager Indian and Northern Affairs Canada 320, Rue ST-Joseph Est CP 51127, CP G ROY QUÉBEC, Québec, G1K 8Z7	Phone FAX E-mail	418-648-4455 418-648-3560 lauzonp@inac.gc.ca
John Mameamskum, Director General Naskapi Nation of Kawawachikamach P.O. Box 5111 Kawawachikamach, Québec, G0G 2Z0	Phone FAX E-mail	418-585-2686 418-585-3130 johnm@naskapi.ca
François Trudel, Director, GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Phone FAX E-mail	418-656-2131 poste 3039 418-656-2831 Francois.Trudel@fss.ulaval.ca



<b>NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE - Quebec Region</b>		
<b>REGIONAL STEERING COMMITTEE - Supporter et Assistant</b>		
Claude Saint-Charles, Chief, Environmental Assessment Division Environment Canada 1141, Route de l'Église, 8 <sup>e</sup> étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Phone FAX E-mail	418-648-5675 418-649-6030 claudes.saint-charles@ec.gc.ca
Magella Pelletier, Analyst, Environmental Assessment Division Environment Canada 1141, Route de l'Église, 8 <sup>e</sup> étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Phone FAX E-mail	418-649-6566 418-649-6030 magella.pelletier@ec.gc.ca
René Dion, Biologist Cree Regional Authority 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Phone FAX E-mail	514-861-5837 514-861-0760 rdion@gcc.ca
Josée Brunelle, Biologist Paul Wilkinson & Associates 5800 Monkland Avenue, 2 <sup>e</sup> étage Montreal, Qc H4A 1G1	Phone FAX E-mail	514-482-6887 514-482-0036 brunelle@wilkinson.ca
Robert Comtois, Researcher GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Phone FAX E-mail	418-656-7596 418-656-3023 robert.comtois@fss.ulaval.ca





ᑲᑎᐱᑦ ᓄᓇᐱᑦ ᐃᓯᐱᑦ ᑲᑎᐱᓯᑦ ᑲᑎᐱᓯᑦ  
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK  
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

---

Kuujjuaq, le 14 juin 2001

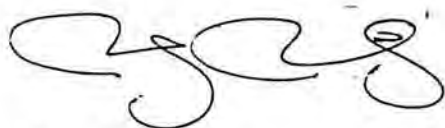
Monsieur David Anderson  
Ministre  
Ministère de l'Environnement du Canada  
Terrasses de la Chaudière  
10, rue Wellington  
Hull (Québec)  
K1A 0H3

Monsieur le ministre,

Au cours des derniers mois, le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a tenté d'établir le contact avec les gouvernements responsables pour discuter de sa situation financière. C'est ainsi que le CCEK adressait aux ministres de l'environnement du Canada et du Québec un mémoire intitulé « Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK), 25 ans plus tard : bilan et perspectives ». Ce mémoire vous a été transmis le 8 février 2001.

Veillez trouver ci-joint une copie de la lettre expédiée hier, le 13 juin 2001, par le Comité au ministre de l'Environnement du Québec, Monsieur André Boisclair. Nous vous encourageons à en prendre connaissance dans les meilleurs délais : elle marque un tournant important dans les relations établies jusqu'ici entre le CCEK et les gouvernements responsables de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, mes meilleures salutations,



Muncy Novalinga  
Président



ᑲᑎᐱᑦ ᓄᓇᐱᑦ ᐃᓯᐱᑦᑲᓇᐅᓴᓴᑦᑲᑦ ᑲᑎᐱᓴᑦᑲᑦ  
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK  
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

---

Kuujuaq, 13 juin 2001

Monsieur André Boisclair  
Ministre et leader adjoint du gouvernement  
Ministère de l'Environnement du Québec  
Édifice Marie-Guyart, 30<sup>e</sup> étage  
675, boulevard René-Lévesque Est  
Québec (Québec)  
G1R 5V7

Monsieur le ministre,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) désire vous informer qu'il procède présentement à la structuration de son secrétariat et à la mise en œuvre de son plan d'action triennal conformément à la Résolution CC-01-01 adoptée par ses membres le 29 janvier 2001. Vous trouverez les éléments de cette structuration et du plan d'action, ainsi que la copie de la résolution, dans le mémoire intitulé « Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK), 25 ans plus tard : bilan et perspectives ». Ce mémoire a été transmis le 8 février 2001 au ministre de l'environnement du Québec.

Depuis cette date, le Comité a vainement tenté d'avoir des réactions sur ce mémoire tel qu'en fait foi le résumé de la correspondance joint en annexe. De plus, suite à votre lettre du 29 mars 2001 confirmant que le budget du CCEK serait limité à 96 000 \$, le Comité a écrit à au moins deux reprises pour signifier son incapacité de fonctionner avec l'enveloppe budgétaire que vous nous avez accordée et, par la même occasion, pour demander une rencontre avec les représentants des gouvernements responsables ayant participé à cette décision.

Compte tenu des faits qui précèdent, le CCEK a amorcé l'application du plan d'action triennal présenté dans son mémoire daté du 6 février 2001. Aujourd'hui cependant, le Comité tient à vous annoncer que le budget prévu dans le document pour l'année financière 2001-2002 a été revu à la baisse. En effet, puisque des délais ont retardé la mise en œuvre du secrétariat prévu pour le 1<sup>er</sup> avril 2001, des retards directement liés aux faits rapportés ci-dessus, le Comité a révisé ses besoins en personnel pour l'année budgétaire en cours : il embauchera trois employés à temps plein, plutôt que quatre, à son secrétariat qui sera établi à Kuujuaq dès l'automne prochain. Ces employés sont un secrétaire exécutif, un analyste et un agent administratif. En conséquence, en incluant les services du secrétaire exécutif par intérim jusqu'au moment de l'établissement à Kuujuaq du personnel recruté, le Comité évalue ses besoins financiers pour l'année 2001-2002 à 325 000 \$. Les factures seront transmises à l'Administrateur provincial et à l'Administrateur fédéral au fur et à mesure de la réalisation des travaux du Comité.



Nous vous prions d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos salutations distinguées.



Muncy Novalinga  
Président



## Résumé de la correspondance

- 8 février 2001 — lettres du CCEK adressées aux ministres de l'environnement accompagnant plusieurs copies du mémoire du Comité transmis en versions anglaise et française;
- 14 février 2001 — accusé de réception de la lettre de la présidente du CCEK par le Cabinet du ministre de l'environnement du Québec, Monsieur Paul Bégin;
- 23 février 2001 — rencontre du Comité organisée par la chef de Cabinet du ministre de l'environnement du Québec, Madame Claire Pelletier, pour discussion; la réunion n'a pu atteindre son but puisque, de leur propre aveu, aucun des représentants du ministère présents n'avait pris connaissance du mémoire transmis;
- 29 mars 2001 — lettre du ministre de l'environnement du Québec, Monsieur André Boisclair, annonçant à la présidente du CCEK l'octroi d'une somme de 96 000 \$ pour l'exercice financier 2001-2002, étant attribué sur la base de l'évaluation d'un comité intergouvernemental fédéral-provincial créé dans ce but, sans consultation du CCEK, et conditionnel à la signature d'une entente administrative à mettre au point entre le CCEK et le Ministère de l'Environnement du Québec pour les années à venir;
- 3 avril 2001 — lettre de l'Administrateur fédéral de la CBJNQ, Monsieur Sid Gershberg, annonçant à la présidente du CCEK l'octroi d'une somme de 96 000 \$ pour l'exercice financier 2001-2002, étant attribué sur la base de l'évaluation d'un comité intergouvernemental fédéral-provincial créé dans ce but, et conditionnel à la signature d'une entente administrative à mettre au point entre le CCEK, le Ministère de l'Environnement du Canada et le Ministère de l'Environnement du Québec pour les années à venir;
- 11 avril 2001 — lettre de la présidente du CCEK, Madame Hélène LeBlond, adressée au ministre de l'environnement du Québec pour signifier que les membres du CCEK, unanimement, rejette l'octroi budgétaire annoncé par le ministre, ainsi que la condition qui l'accompagne, compte tenu que le comité intergouvernemental n'a jamais consulté le Comité — malgré ses demandes répétées; le CCEK joint une copie de son mémoire au nouveau ministre de l'environnement et lui propose de le rencontrer dans les meilleurs délais pour discuter de ses besoins;
- 11 avril 2001 — accusé de réception de la lettre de la présidente du CCEK par le Cabinet du ministre de l'environnement du Québec, Monsieur André Boisclair;
- 30 avril 2001 — lettre de la sous-ministre de l'environnement du Québec, Madame Diane Jean, accompagnant le versement de la première tranche de l'octroi de 96 000 \$, soit un montant de 66 000 \$, et annonçant la préparation d'une proposition d'entente administrative par le Ministère de l'Environnement qui sera soumis sous peu au CCEK;

- 15 mai 2001 — lettre du président du CCEK, Monsieur Muncy Novalinga, annonçant que le Comité accepte de toucher le premier chèque transmis par la Sous-ministre de l'Environnement du Québec étant entendu que ce geste ne saurait être interprété comme l'acceptation de l'octroi budgétaire annoncé en mars par le ministre de l'environnement, Monsieur André Boisclair; le CCEK réclame une réunion dans les meilleurs délais avec la sous-ministre et les membres du ministère de l'Environnement du Québec qui ont procédé à l'évaluation des besoins du Comité retenue par le ministre — la présence d'un représentant de l'Administrateur fédéral de la CBJNQ ayant participé aux travaux du comité intergouvernemental, avec droit de parole, est également requise : le Comité veut connaître la logique qui a prévalu à l'évaluation de l'octroi budgétaire annoncé en mars 2001 par le ministre André Boisclair. Copie conforme est adressée à Monsieur Sid Gershberg, Administrateur fédéral de la CBJNQ.

Il est à noter que le ministre de l'environnement du Canada, Monsieur David Anderson, n'a pas accusé réception du mémoire transmis le 8 février 2001. Aussi, le ministre de l'environnement du Québec n'a jamais répondu à la lettre qui lui était adressée par la présidente du Comité le 11 avril 2001. Enfin, la lettre adressée le 15 mai 2001 par le nouveau président du CCEK, Monsieur Muncy Novalinga, à la sous-ministre de l'environnement du Québec, Madame Diane Jean, n'a pas fait l'objet d'accusé de réception jusqu'à ce jour.



## WMC STATEMENT OF ENVIRONMENTAL POLICY

The Company is committed to achieving compatibility between economic development and the maintenance of the environment. It therefore seeks to ensure that throughout all phases of its activities, WMC personnel and contractors give proper consideration to the care of the flora, fauna, air, land and water, and to the community health and heritage which may be affected by these activities. To fulfill this commitment, the Company will observe all environmental laws, and, consistent with the principles of sustainable development, will:

- Progressively establish and maintain company-wide environmental standards for our operations throughout the world.
- Integrate environmental factors into planning and operating decisions and processes.
- Assess the potential environmental effects of our activities and regularly monitor and audit our environmental performance.
- Continually improve our environmental performance, including reducing the effect of emissions, developing opportunities for recycling, and more efficiently using energy, water, and other resources.
- Rehabilitate the environment affected by our activities.
- Conserve important populations of flora and fauna that may be affected by our activities.
- Promote environmental awareness among Company personnel and contractors to increase understanding of environmental matters.

## WMC INTERNATIONAL LIMITED QUEBEC 7 PROJECT STATUS REPORT

RECUE  
13 JUIN 2001  
COMITE CONSULTATIF  
DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

### Introduction

In July 2000 WMC International Limited began a regional prospecting program in central Nunavik. A small team of WMC geoscientists based in Kuujuaq prospected and collected rock and stream sediment samples throughout the Baleine, Wheeler, and Marralik River basins from the Ungava Bay coast to the headwaters of these rivers. They were supported by one helicopter, and set out fuel caches for this machine at several remote airstrips established to serve the big game outfitting industry. Geological sampling continued to late September. In all, 375 stream sediment samples were analysed for heavy indicator minerals and base metals, 175 rock samples were assayed, and 11 water samples were analysed for metal content.

Early results from the summer work indicated elevated levels of precious and base metals. Application for mineral exploration permits was made. Permits to 13,046 km<sup>2</sup> were issued by the Province of Quebec Ministry of Natural Resources (please see the map). An airborne survey of the lands under permit began in late October and is to be completed in March, 2001. It will hopefully locate good mineral prospects that require further, more intense exploration. Results to date show that some of the lands are prospective and more intense exploration is required.

### 2001 exploration program

We hope to establish a temporary field base at existing outfitter camps in the vicinity of the prospects for late winter work. Initially, geophysicists will make measurements to find the best locations for drilling. A drill will be set up to take rock core. We expect about 2000 metres of core will be collected from 6 - 10 sites in April and May, 2001. The field operations will shut down over break-up while these samples are tested. Further exploration

is planned for the summer of 2001. It will include regional prospecting, mapping, ground geophysics, and perhaps more drilling.

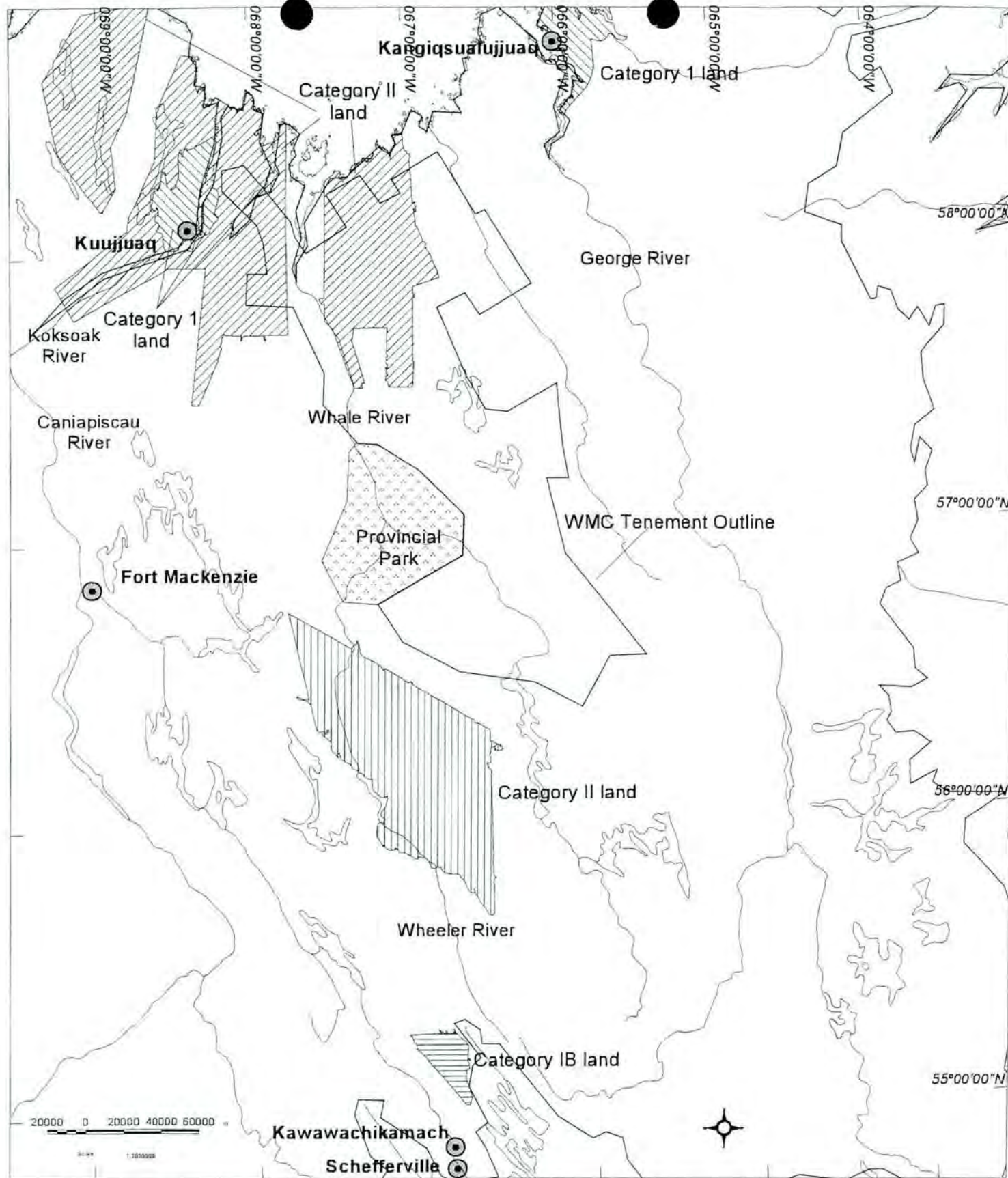
### Community consultations

On deciding to make application for exploration permits, WMC also decided to meet with the people of the region. In September 2000 introductory discussions were held in Kuujuaq with the local land holding corporation. Representatives of Makkivik and the municipality also attended. We were treated to generous hospitality in all our discussions and visits around the community. On our trip south we met with representatives of the Naskapi Nation of Kawawachikamach in Montreal who invited us to the community for further discussions. This occurred in December during a trip made to Schefferville to assess its suitability as a staging point for the equipment, fuel, and supplies for initial field work planned for March and April, 2001.

### WMC International Limited

WMC is a large mining company based in Australia. It currently produces copper, gold, nickel, uranium, talc and fertilizers. WMC explores for minerals around the globe. Building a partnership with nearby communities as it explores and develops mineral deposits is a fundamental element of the overall WMC policy framework. We will work with the appropriate people to implement the James Bay and Northern Quebec Agreement for the Inuit, and the Northeastern Quebec Agreement for the Naskapi as these aboriginal land claim agreements apply to our work in the region.





Date: 27-Feb-2001  
 Author: J. McKinnon-Matthews  
 Revised:

**WMC Tenements**  
**Quebec 7 Project**

Scale: 1:2000000  
 Map Ref.  
 Figure No.  
 Plan No.

**WMC CODE OF CONDUCT**

**Objective:**

We care about how we get results.

Our code applies to directors, employees and contractors of WMC.

It is built on a set of shared values and is intended to help, not hinder, corporate activity. We believe these values accord with those of the community in which we operate.

**Core values**

- We treat each other with respect and dignity.
- We respect the law and act accordingly.
- We are fair and honest in our dealings.
- We use WMC's property responsibly and in the best interests of WMC and its reputation.
- We are responsible for our actions and accountable for their consequences.

\*\*\*

**WMC COMMUNITY POLICY**

As an integral part of the community, we recognize and act on our responsibilities. We work with communities to develop and nurture positive relationships built on mutual understanding and respect. Building these relationships into long-term partnerships is essential for our business success.

To achieve this we:

- value and respect human rights
- engage by listening, considering and responding
- communicate in an open and transparent manner
- respect cultural diversity and protect cultural heritage
- require our behaviour to be consistent with this policy.

As we invest in exploration, development, production and closure we, in consultation with host communities, government authorities and other organizations:

- encourage and support community development
- encourage and support initiatives to enhance social benefits such as environment, health and education]
- identify and facilitate opportunities for employment, training and business relationships directly and through our contractors and suppliers.

We monitor, continuously improve and publicly report our activities and our performance.

WORK PLAN

QUEBEC 7 PROJECT

2001 SUMMER FIELD PROGRAM

WMC International Limited

June 2001



## Background

In July 2000 WMC International Limited began a regional prospecting program in central Nunavik. The area included the Baleine, Wheeler, and Marralik River basins from the Ungava Bay coast to the headwaters of these rivers. Early results from the 2000 work indicated elevated levels of gold, base metals, and related minerals. Application for mineral exploration permits was made and permits in the form of Exploration Licences to 13,046 km<sup>2</sup> were issued by the Province of Quebec Ministry of Natural Resources. An airborne survey of these lands was completed in the winter of 2000 - 01. It showed several areas with good mineral potential that should be tested by drilling.

Also, in March and April 2001 applications for 3 additional blocks of mineral claims were made (approximately 500 km<sup>2</sup>); these claims are contiguous with lands that were already part of the Quebec 7 exploration program (please see map attached).

## Results from 2001 Spring Field Program

Drilling started in mid-April 2001, continued 24 days and concluded on May 8; 2225 meters of core were taken from 7 sites. All drill sites were in or near the Papavoine prospect. The results obtained to date justify further exploration that will continue in the summer of 2001.

## 2001 Summer Field Program

The field program for summer 2001 will include several major components:

- airborne surveys to further define more prospective drill sites will be flown from mid-June to mid-August;
- prospecting and mapping areas shown to be prospective by airborne surveys beginning early June throughout the summer into September;
- ground geophysics to identify new drill sites beginning early June and continuing throughout the summer;
- drilling beginning mid-June and continuing through the summer for up to 5000 meters of core.

Further positive results could lead to an application to establish an exploration field camp with a capacity for 40 - 60 persons for more drilling and other detailed studies at the location and in the region of the prospect. In the meantime, field crews will operate either from the Whale River Camp used for the spring drilling program, or from Kuujjuaq.

The field staff for the 2001 summer field program will consist of:

- the airborne survey air crew working from Kuujjuaq;

- prospecting and mapping will be done by 2 crews of 2 persons operating from both Whale River Camp and Kuujjuaq;
- 3 crews of 2 - 3 persons each will conduct geophysics surveys over targets identified by airborne surveys;
- the drilling program will require a drilling crew of 7 plus a geologist and technician;
- the Whale River Camp will be run by a camp staff of three;
- helicopters services will be provided by two helicopters located either at the Whale River Camp and/or Kuujjuaq; their services will be augmented with helicopter service from Nunavik Rotors based in Kuujjuaq.

It is hoped that the field crews will include at least 3 local assistants.

### **2001 Summer Field Program Logistics and Support**

A limited supply of fuel has been placed in the field in preparation for the summer program; 60 barrels of diesel and 75 barrels of Jet B are in place on the Papavoine target area and the Whale River Camp; also, 43 barrels of Jet-B and 15 barrels of diesel are sited at 4 separate locations between the Papavoine Prospect and Kuujjuaq. Diesel fuel is required for drilling; Jet-B fuel for the helicopter. Additional fuel for both drilling and helicopter needs will be delivered to locations in the exploration area as required. This will be either by float plane or twin otter aircraft based in Kuujjuaq. All empty fuel drums will be removed to Kuujjuaq by aircraft by the end of the 2001 summer field program.

### **Environmental Protection**

The WMC International Limited statement of environment commitment is attached. All practical measures to reduce or prevent environmental effects of the summer exploration program will be practiced including:

- all water bodies directly down stream from proposed drilling sites will be sampled for pre-drilling water quality;
- all fuel drums will be labeled as property of WMC International Limited;
- each fuel cache will contain a fuel spill cleanup kit;
- each fuel cache in use will be checked for leaks daily; others will be checked weekly;
- all fuel will be stored at least 30 meters from any water body or natural water course;
- all accidental spills will be cleaned up promptly and reported to 819 763 3333 (after hours and weekends - 514 873 3454) ;
- a fuel spill clean-up kit will be on hand at each drill;
- all empty fuel drums will be returned to the point of purchase at Halutik Fuels in Kuujjuaq;
- no drilling will take place within 20 meters of a water body or water course;

- drilling fluids and solids will be collected in natural sumps;
- no harmful drilling additives will be used;
- drills will be moved by helicopter;
- all drill sites will be thoroughly cleaned of all garbage and debris and a photographic record of each drill site initiated;
- all drill sites will be examined in summer to clean-up remaining litter and will be photographed again;
- all used oil and lubricants will be removed from the exploration area in sealed containers;
- all hazardous goods like oil and lubricants not used and remaining for possible future use will be stored in sealed bear-proof containers;
- on suspension of operations the drills and all related gear will be stored on site in a clean and tidy manner;
- the camp will be operated in accordance with the terms and conditions of the licence to operate issued by the MNR to the outfitter.

### **Community consultations**

It is WMC policy that the communities that may be affected by exploration programs be kept informed of developments and plans for future work. Meetings have been held in both Kuujuaq and Schefferville/Kawawachikamach to brief interested parties on the nature of the 2000 and Spring 2001 exploration activities. The work outlined in this work plan will be reported and reviewed with these communities before the drilling program begins in mid-June.

### **Project Communications**

The camp will be equipped with a Global Star Satellite telephones that will be monitored 24 hrs. per day; also three field phones will be in use and monitored.

### **Project personnel and contacts**

Camp/Field satellite phones	Whale River Camp	011 874 762 824 599
		1 613 988 3190
	Unit A	1 613 988 3191
	Unit B	1 613 988 3192
	Unit C	1 613 988 3193
Project manager - Denver	Jim McKinnon-Matthews	303 268 8328
Project safety- Denver	Peter Hoffman	303 268 8320
Project environment-Calgary	Ben Hubert	403 256 0017



**Contractors**

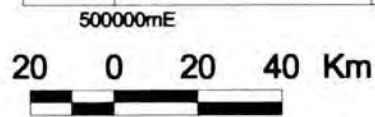
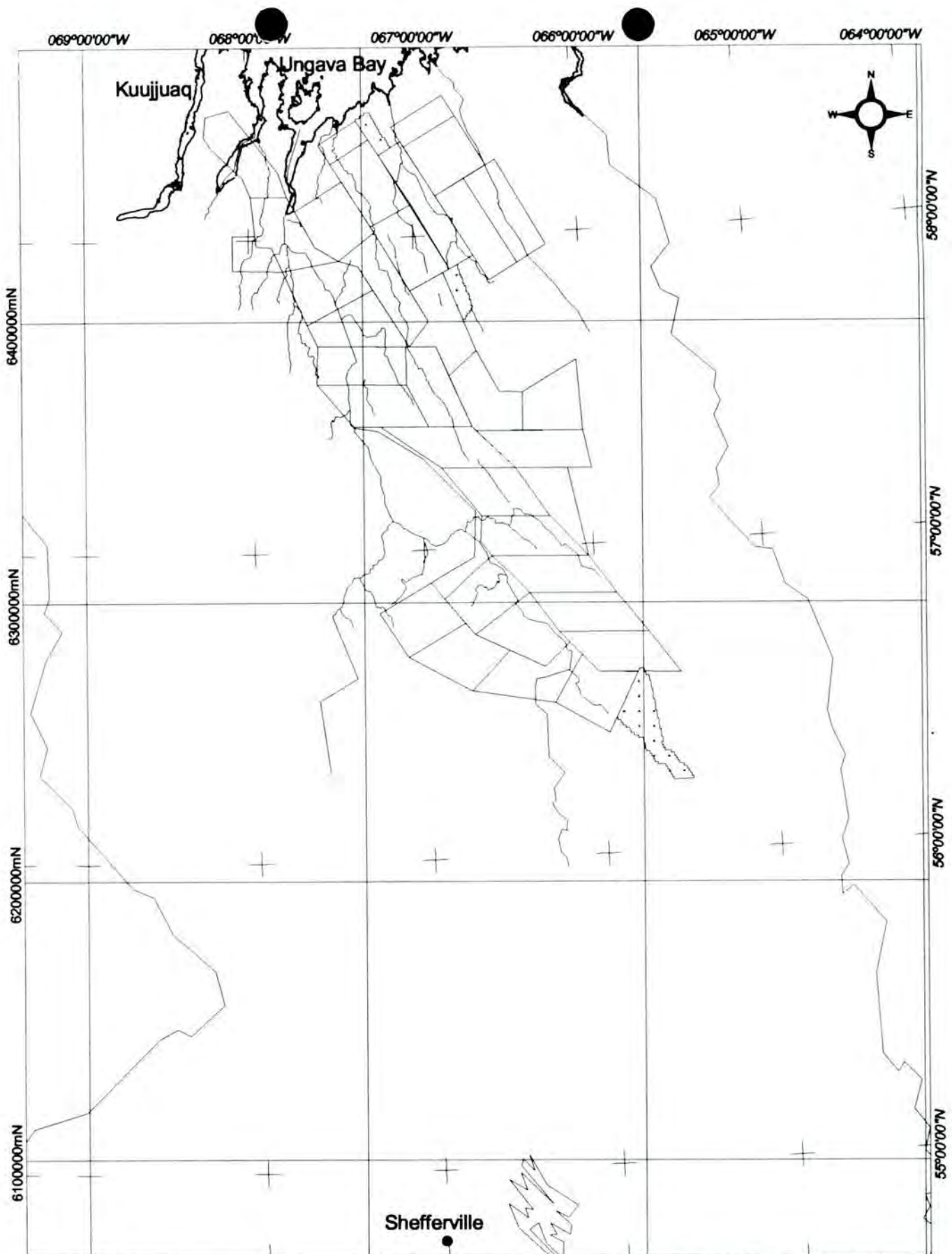
Air Support  
Helicopters

Drilling  
Camp  
Expediting



Air Inuit  
Canadian Helicopters  
Nunavik Rotors  
Boart-Longyear  
Whale River  
Gilles Porlier

Kuujuaq 819 964 2935  
Montreal 450 452 3006  
Kuujuaq 819 964 2271  
Val d'Or 819 825 8661  
Quebec City 418 882 0140  
Schefferville 418 585 3453

31-05-01



**Explanation**

 WMC Claim Applications  
 Quebec 7 Leasing

<b>WMC EXPLORATION Inc.</b> A member of WMC Group Companies	
<b>WMC PEM's and Claim Applications</b> Quebec 7 Project	
Date: 07-May-2001 Author: marybraches	Plan Name: Q7a / Quebec 7/adminreports/ Q_7a_leasing.apr

# PLAN DE TRAVAIL

## PROJET QUÉBEC 7

### LE PROGRAMME DE TERRAIN DE L'ÉTÉ 2001

WMC International Limited

Juin 2001

## Historique

En juillet 2000, WMC International Limited a entrepris une campagne régionale de prospection dans le centre du Nunavik. Le secteur englobe des territoires couvrant les bassins des rivières à la Baleine, Wheeler et Marralik entre la côte de la Baie d'Ungava et la tête de ces rivières. Les résultats préliminaires ont révélé des niveaux élevés d'or, de métaux de base et de minéraux associés. Les applications requises pour l'obtention des permis d'exploration minière ont été effectuées et le ministère des Ressources naturelles de la province du Québec a émis des permis d'exploration sur un territoire de 13 046 km<sup>2</sup>. Un levé aéroporté de ces terrains a été complété au cours de l'hiver 2000-2001. On y a alors décelé plusieurs secteurs présentant un bon potentiel minéral lesquels se qualifiaient pour des travaux de forage.

De plus, des demandes ont été faites en mars et en avril 200, pour trois blocs de claims miniers d'une superficie d'environ 500 km<sup>2</sup>; ces permis étaient contigus aux terrains qui faisaient déjà partie du programme d'exploration du Projet Québec 7 (voir la carte jointe).

## Résultats du programme de terrain du printemps 2001

Les forages ont débuté à la mi-avril 2001 et se sont poursuivis pendant 24 jours pour se terminer le 8 mai; on y a prélevé 2225 mètres de carottes sur sept sites. Tous les sites de forage étaient à proximité, ou sur l'indice de Papavoine. Les résultats obtenus à ce jour, justifient que des travaux d'exploration se poursuivent au cours de l'été 2001.

## Programme de terrain de l'été 2001

Le programme de terrain de l'été 2001 se composera de plusieurs éléments majeurs :

- des levés aéroportés seront effectués entre la mi-juin et la mi-août de façon à définir des sites de forages présentant un bon potentiel;
- de la prospection et de la cartographie auront lieu sur les secteurs prometteurs désignés au moyen des levés aéroportés;
- de la géophysique au sol sera réalisée dès le début de juin et se poursuivra tout au long de l'été dans le but d'identifier de nouveaux sites de forage;
- du forage, équivalent à 5000 mètres de carottes, sera réalisé tout au long de l'été.

Des résultats positifs supplémentaires pourraient avoir pour conséquence, l'établissement d'un camp de terrain d'exploration d'une capacité de 40 à 60 personnes dans le but d'effectuer davantage de forages et réaliser des études plus détaillées sur le site de l'indice et dans ses environs. D'ici là, des équipes de terrain seront en opération soit à partir du camp de la rivière à la Baleine ou à partir de Kuujuaq pour compléter le programme de forage du printemps.

Le personnel de terrain pour le programme d'été 2001 se composera de :

- l'équipe du levé aéroporté qui travaillera à compter de Kuujjuaq;
- deux équipes de prospection et de cartographie composées chacune de deux personnes opérant l'une, à compter du camp de la rivière à la Baleine et l'autre, à compter de Kuujjuaq;
- trois équipes de deux à trois personnes qui effectueront des levés de géophysique sur des cibles identifiées lors des levés aéroportés;
- une équipe de forage composée de sept foreurs en plus d'un géologue et d'un technicien;
- une équipe de trois personnes pour gérer le camp de la rivière à la Baleine;
- les services d'hélicoptères seront fournis par deux machines opérant à compter du camp de la rivière à la Baleine et/ou, à compter de Kuujjuaq; leurs services seront appuyés par les ressources de Nunavik Rotors dont la base se trouve à Kuujjuaq;

Nous espérons pouvoir doter les équipes de terrains de trois assistants locaux.

### Logistique et support du programme de terrain de l'été 2001

Une quantité limitée de carburant a été distribuée sur le terrain en prévision du programme d'été; 60 barils de diesel et 75 barils de Jet B sont disponibles dans le secteur de la cible de Papavoine de même qu'au camp de la rivière à la Baleine; de plus, 43 barils de Jet B et 15 barils de diesel se trouvent en quatre lieux distincts situés entre l'indice de Papavoine et Kuujjuaq. Le carburant diesel sert pour les foreuses tandis que le Jet B alimente les hélicoptères. Des quantités supplémentaires de carburant, tant pour le forage que pour les hélicoptères seront acheminées sur demande aux sites d'exploration. Cette opération s'effectuera soit au moyen d'un hydravion ou encore par Twin Otter, l'un et l'autre basés à Kuujjuaq. Tous les barils vides de carburant seront enlevés du terrain et acheminés par avion à Kuujjuaq à la fin du programme d'été.

### Protection de l'environnement

La Déclaration de principe de WMC International Limited en matière d'environnement est jointe au présent document. Toutes les mesures pratiques propres à limiter ou à prévenir les effets du programme d'exploration d'été sur l'environnement seront mis en pratique, notamment :

- tous les plans d'eau situés directement en aval des sites de forage proposés seront échantillonnés de façon à connaître les conditions de qualité de l'eau prévalant avant les forages;
- tous les barils de carburant seront dûment identifiés comme étant la propriété de WMC International Limited;
- chaque cache de carburant sera dotée d'une trousse de nettoyage en cas de déversement;
- chaque cache de carburant en activité sera inspectée quotidiennement pour y déceler des fuites; les autres seront inspectées une fois la semaine;



- tout carburant sera entreposé à une distance d'au moins 30 mètres de tout plan d'eau ou de tout cours d'eau naturel;
- tout déversement accidentel sera nettoyé promptement et signalé au numéro de téléphone 819 763 3333 (après les heures d'ouverture et les week-ends - 514 873 3454);
- une trousse de nettoyage en cas de déversement sera installée sur le site de chacune des foreuses;
- tous les barils de carburant vides seront retournés à leur point d'achat chez Halutik Fuels, à Kuujjuak;
- aucun forage ne sera effectué à moins de 20 mètres d'un plan d'eau ou d'un cours d'eau;
- les déchets liquides et solides de forage seront recueillis dans des fosses naturelles;
- les additifs nocifs pour les foreuses seront prohibés;
- les foreuses seront déplacées par hélicoptère;
- tous les sites de forage seront nettoyés de fond en comble de tout déchet ou débris et un registre photographique de chaque site sera mis à jour;
- tout site de forage sera vérifié et photographié au cours de l'été de façon à nettoyer les détritiques laissés sur place;
- toutes les huiles et les lubrifiants usés seront enlevés de la zone d'exploration dans des contenants scellés;
- toute matière dangereuse telles les huiles et les lubrifiants qui n'auront pas été utilisés et qui pourront être destinés à un usage futur seront entreposés dans des contenants scellés, à l'épreuve des ours;
- lors de l'interruption des opérations, la foreuse et les équipements connexes seront entreposés proprement et méthodiquement dans un site désigné à cet effet;
- le camp sera géré en conformité avec les termes et les conditions liées au permis d'opération émis par le ministère des Ressources naturelles auprès du pourvoyeur;

### Consultations auprès de communautés

La politique de WMC assure que les communautés pouvant être affectées par des programmes d'exploration sont informées du développement et des plans des travaux à venir. Des rencontres ont eu lieu tant à Kuujjuak qu'à Schefferville/Kawawachikamach pour faire le point sur la nature des travaux d'exploration de 2000 et sur ceux du printemps 2001 auprès des parties concernées. Les travaux mentionnés dans ce plan de travail feront l'objet d'un rapport auprès des communautés et seront revus en collaboration avec celles-ci avant le début du programme de forage prévu pour la mi-juin.



## Communications

Le camp sera équipé de téléphones satellites Global Star qui seront vérifiés 24 heures par jour; de plus, trois téléphones de terrain seront en opération et vérifiés en tout temps.

## Personnel du Projet et personnes ressources

### Téléphones satellites/camp

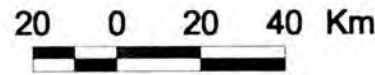
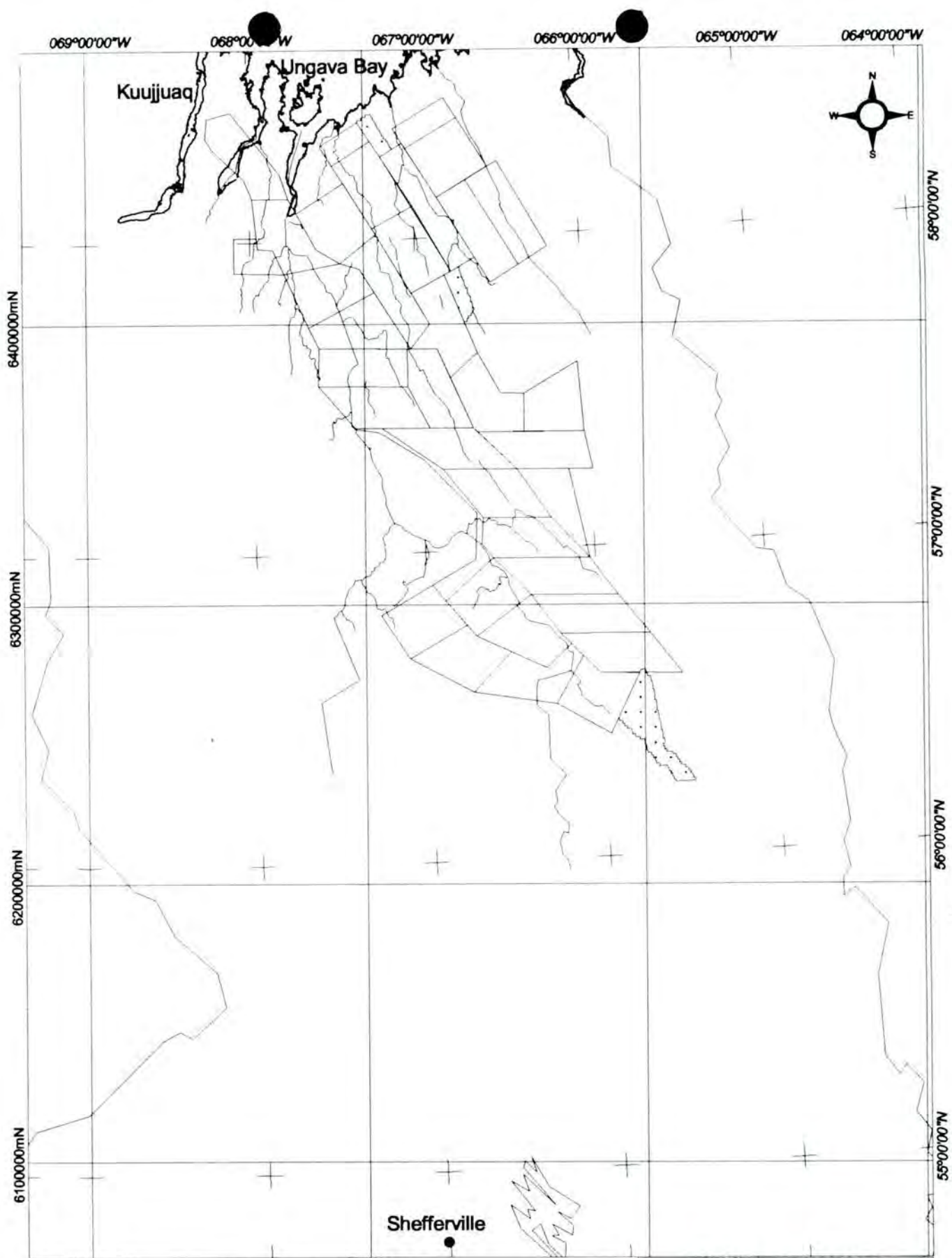
Camp de la rivière à la Baleine	011 874 762 824 599
et terrain	1 613 988 3190
Unité A	1 613 988 3191
Unité B	1 613 988 3192
Unité C	1 613 988 3193

Directeur du projet –Denver	Jim McKinnon-Matthews	303 268 8328
Responsable de la sécurité du Projet – Denver	Peter Hoffman	303 268 8320
Responsable de l'environnement du Projet – Calgary	Ben Hubert	403 256 0017

### Entrepreneurs contractuels

Support aéroporté	Air Inuit	Kuujuuaq 819 964 2935
Hélicoptères	Canadian Helicopters	Montréal 450 452 3006
	Nunavik Rotors	Kuujuuaq 819 964 2271
Forage	Boart-Longyear	Val d'Or 819 825 8661
Camp	rivière à la Baleine	Québec 418 882 0140
Expédition	Gilles Porlier	Schefferville 418 585 3453

31-05-01



**Explanation**  
 WMC Claim Applications  
 Quebec 7 Leasing

<b>WMC EXPLORATION Inc.</b> A member of WMC Group Companies	
<b>WMC PEM's and Claim Applications</b>  Quebec 7 Project	
Date: 07 May 2001 Author: manybrother	Plan Name: digital - Quebec 7/admin/reports/ Q_7_4_Leasing.apx













WMC ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች

- ገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

\* \* \* \* \*

WMC ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች :

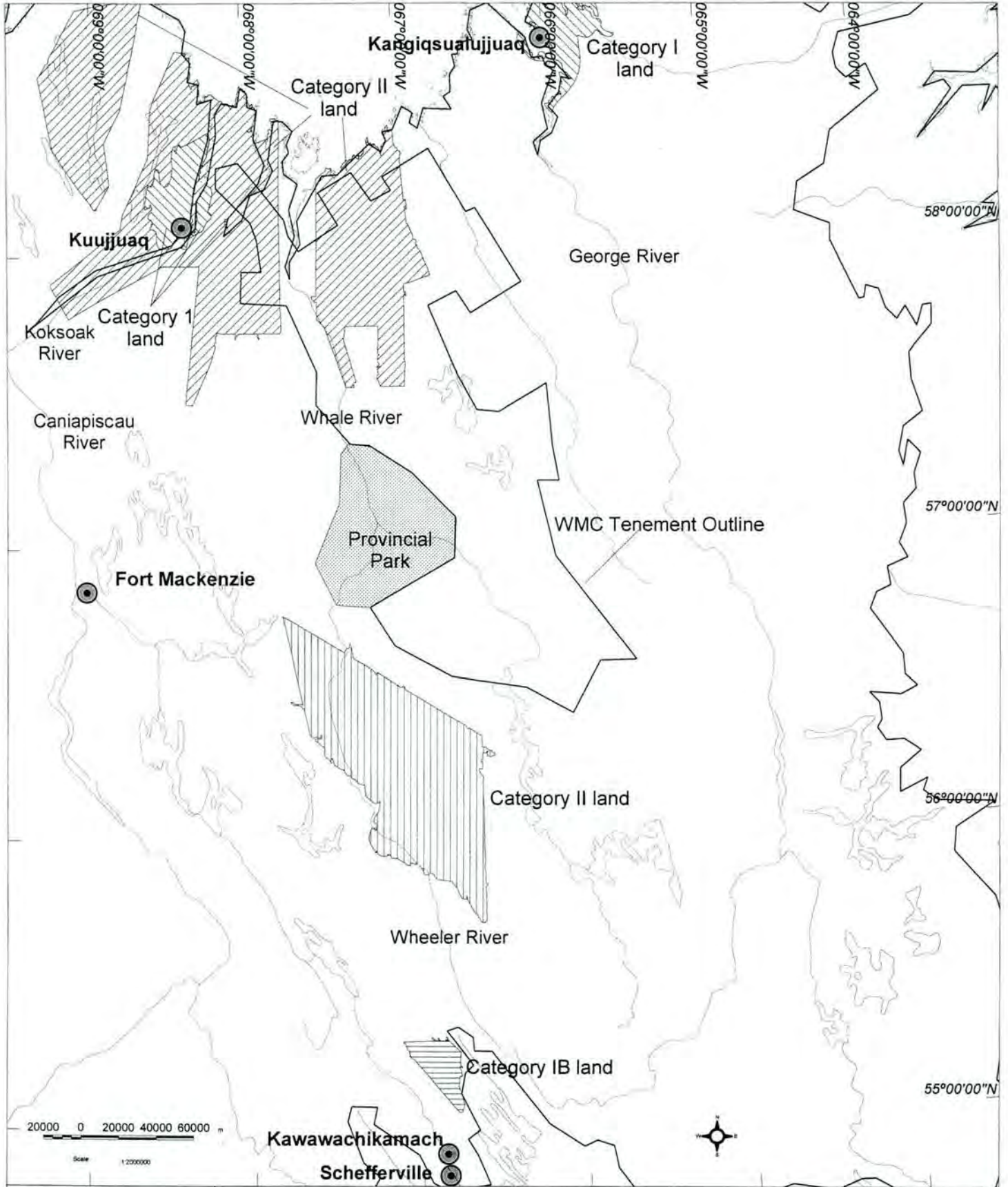
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች


ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች
- ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች

ገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች ለገቢዎች





	<b>EXPLORATION</b> A division of WMC Resources Ltd.
	Date: 27:Feb:2001
	Author: J. McKinnon-Matthews
	Revised:

**WMC Tenements**  
**Quebec 7 Project**

Scale:	1:2000000
Map Ref.	
Figure No.	
Plan No.	



## DÉCLARATION DE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DE WMC

La Compagnie s'engage à établir un juste équilibre entre le développement économique et le respect de l'environnement. Elle cherche ainsi à s'assurer que, dans toutes les étapes de ses activités, le personnel et les entrepreneurs de WMC aborderont avec respect, la flore, la faune, l'air, le milieu physique de même que la santé et le patrimoine communautaire qui pourraient être perturbés par ces activités.

Dans le but de maintenir cet engagement, la Compagnie se conformera à toute loi sur l'environnement et de concert avec les principes du développement durable, elle s'engage à :

- Établir progressivement et maintenir des normes environnementales pour tous les secteurs de la Compagnie et ce, dans toutes ses opérations à travers le monde.
- Intégrer les données environnementales à même les décisions et les processus de planification et d'opération.
- Évaluer les effets potentiels de nos activités sur l'environnement tout en prenant soin de contrôler et d'évaluer régulièrement notre performance environnementale.
- Améliorer jour après jour, notre performance environnementale, particulièrement aux chapitres de la réduction des effets des émissions, de l'incitation au recyclage et de l'utilisation plus conséquente de l'énergie, de l'eau et des autres ressources.
- Régénérer l'environnement perturbé par nos activités.
- Contribuer à préserver les importantes populations tant florales que fauniques qui auraient subi des préjudices découlant de nos activités.
- Promouvoir la sensibilisation à l'environnement au sein de notre personnel et auprès des entrepreneurs sous contrat avec nous, de façon à améliorer leur perception des réalités environnementales.

## WMC INTERNATIONAL LIMITED WMC RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION DU PROJET QUÉBEC 7

### INTRODUCTION

En juillet 2000, WMC International Limited a entrepris une campagne de prospection dans la région centrale du Nunavik. À partir d'un camp de base situé à Kuujjuak, une petite équipe de géoscientifiques de WMC a commencé à prospecter et à recueillir des échantillons de roche et de sédiments de ruisseaux sur des territoires couvrant les bassins des rivières Baleine, Wheeler et Marralik entre la côte de la Baie d'Ungava et la tête de ces rivières. Ils étaient assistés d'un hélicoptère et bénéficiaient d'un réseau de caches de carburant à même des sites situés sur les nombreuses pistes d'atterrissage des pourvoies locales de chasse au gros gibier. L'échantillonnage géologique s'est déroulé jusqu'à la fin du mois de septembre. En tout, 375 échantillons de sédiments de ruisseaux ont été analysés dans le but de découvrir des indicateurs de métaux lourds ainsi que des métaux de base; de plus, 175 échantillons de roche de même que 11 échantillons d'eau ont été analysés pour leur teneur en métaux.

Les résultats préliminaires des travaux d'été ont révélé des niveaux élevés de métaux précieux et de métaux de base. Des demandes pour des permis d'exploration minière ont été faites (voir la carte ci-jointe). Des permis totalisant une superficie de 13 046 km<sup>2</sup> ont été émis par le ministère des Ressources naturelles de la province du Québec. Un levé aéroporté au-dessus des terrains pour lesquels nous possédons des permis a été entrepris à la fin du mois d'octobre et sera complété en mars 2001. Tout est permis d'espérer que cette campagne localisera de bons indices minéraux, lesquels se qualifieront pour de l'exploration plus poussée. À ce jour, les résultats préliminaires des travaux laissent entrevoir que certains de ces terrains sont très prometteurs et qu'ils nécessitent des travaux plus élaborés d'exploration.

### PROGRAMME D'EXPLORATION POUR 2001

Nous espérons établir un camp de base temporaire pour les travaux de fin d'hiver à même les installations des pourvoies situées à proximité des secteurs ciblés. Dans un premier temps, des géophysiciens effectueront des mesures pour localiser les meilleurs emplacements pour des forages. Une foreuse sera installée dans le but de recueillir des carottes de roche. Nous prévoyons prélever approximativement 2000 mètres de carottes sur six à dix sites au cours des mois d'avril et de mai 2001. Les

travaux de terrain seront interrompus pendant la période de dégel au cours de laquelle les échantillons prélevés seront analysés. Des travaux d'exploration sont prévus pour l'été 2001. Il s'agira d'effectuer de la cartographie, de la géophysique au sol ainsi que d'éventuels forages.

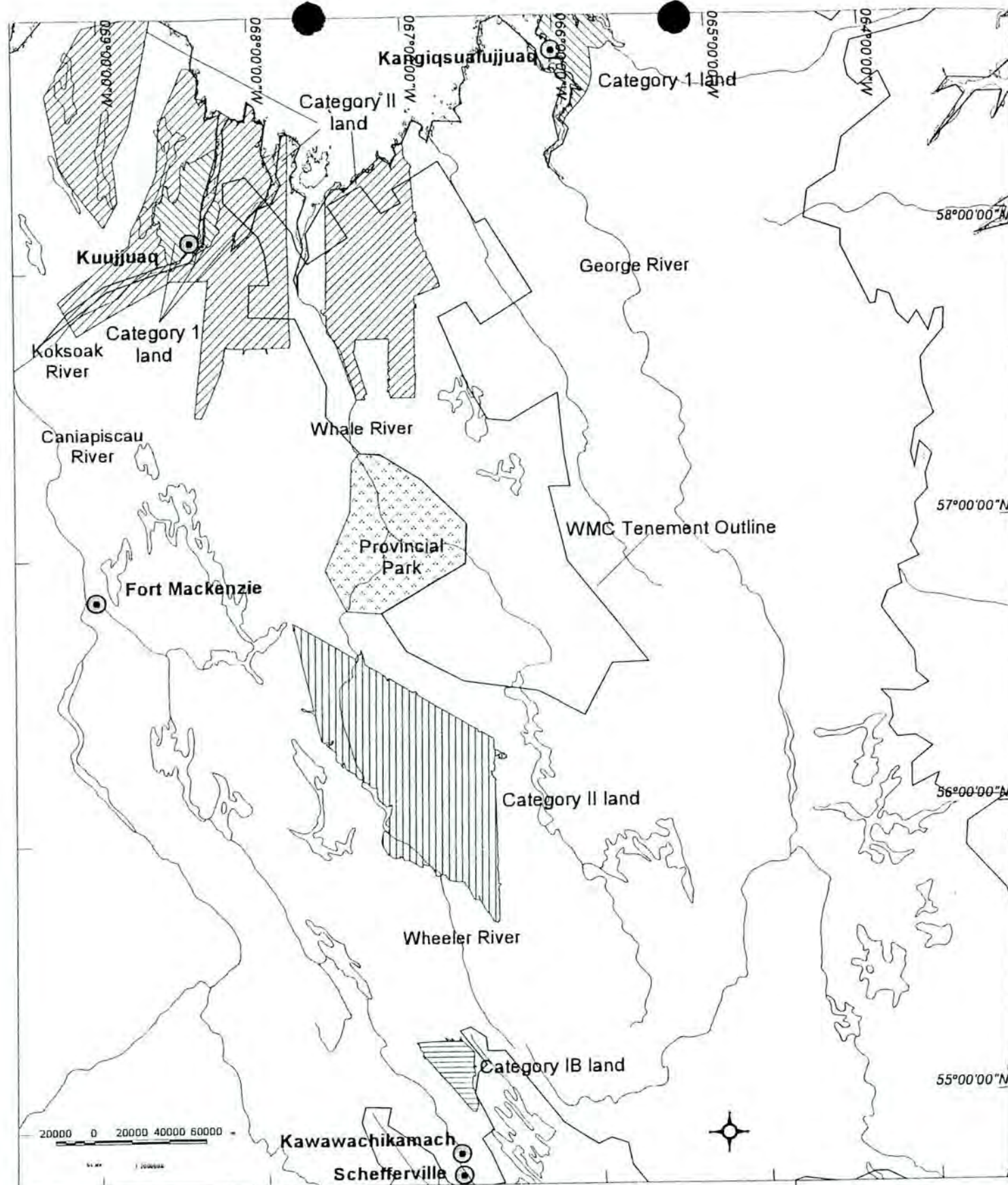
### CONSULTATIONS AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS

Parallèlement à la décision de faire des demandes pour des permis d'exploration, WMC a également décidé de rencontrer les gens de la région. Des pourparlers préliminaires ont eu lieu à Kuujjuak, en septembre 2000, avec la corporation locale détentrice des droits de propriété des terrains. Des représentants de Makkivik et de la municipalité se sont également joints lors de ces premières prises de contact. Nos rencontres et nos visites ont été marquées au sceau d'une généreuse hospitalité de la part de la communauté locale. En route vers le sud, nous avons rencontré à Montréal, des représentants de la nation Naskapi de Kawawachikamach; ces derniers nous ont alors convié auprès de leur communauté pour des discussions ultérieures. Ces rencontres ont eu lieu en décembre, au cours d'un voyage à Shefferville, effectué dans le but d'évaluer la pertinence d'utiliser cette localité à titre de plate-forme de ravitaillement pour l'équipement et le carburant en vue de la campagne de travaux de terrain prévue pour mars et avril 2001.

### WMC INTERNATIONAL LIMITED

WMC est une importante compagnie minière basée en Australie. Elle est actuellement un producteur de cuivre, d'or, de nickel, d'uranium, de talc et de fertilisants. WMC fait de l'exploration minière sur l'ensemble du globe. L'établissement d'un partenariat avec les communautés environnantes des territoires sur lesquels elle explore et développe des gisements miniers, constitue un élément fondamental et structurant de la ligne de conduite globale de WMC. Nous allons travailler, de concert avec les personnes compétentes, à respecter et à mettre en application les termes de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* avec les Inuits et de la *Convention du Nord-Est québécois* avec les Naskapis, compte tenu du fait que ces ententes sur les droits des terrains autochtones s'appliquent aux travaux que nous entreprenons dans cette région.





EXPLORATION

A division of WMC Resources Ltd

Date: 27.Feb.2001

Author: J. McKinnon-Matthews

Revised:

## WMC Tenements Quebec 7 Project

Scale: 1:2000000

Map Ref.

Figure No.

Plan No.

### CODE CONDUITE DE WMC

#### Objectif :

Nous nous préoccupons de la façon de générer des résultats.

Notre code de conduite s'applique auprès de nos gestionnaires, de nos employés, de même qu'envers les entrepreneurs sous contrat avec WMC.

Il a pour base un ensemble de valeurs partagées et il existe non pas pour faire obstacle, mais bel et bien pour soutenir les activités de l'entreprise. Nous croyons que ces valeurs sont en accord avec celles des communautés au sein desquelles nous faisons affaire.

Voici nos valeurs essentielles :

- Nous traitons toute personne avec respect et dignité.
- Nous respectons les lois et agissons en conformité avec celles-ci.
- Nous sommes juste et honnête dans nos transactions.
- Nous utilisons les biens de WMC de façon responsable et ce, dans les meilleurs intérêts de la Compagnie et de sa réputation.
- Nous sommes responsables de nos actions et acceptons leurs conséquences.

\*\*\*

### POLITIQUE DE WMC À L'ÉGARD DES COMMUNAUTÉS

Par notre participation entière au sein de la communauté, nous reconnaissons nos responsabilités et agissons en accord avec celles-ci. Nous travaillons de concert avec les communautés dans le but de développer et d'entretenir des liens positifs fondés sur la compréhension et le respect mutuels. L'établissement de ces relations au sein d'un partenariat à long terme est essentiel pour la réussite de notre entreprise.

Pour ce faire, nous nous engageons à :

- valoriser et respecter les droits de la personne
- créer des liens par une attitude misant sur l'écoute, la prévenance et le dialogue
- communiquer avec ouverture et transparence
- respecter la diversité culturelle et préserver le patrimoine culturel
- d'exiger de notre part, un comportement cohérent avec cette politique.

Comme nous investissons dans l'exploration, le développement, la production et la mise à terme de projets, nous agissons, en concertation avec les communautés hôtes, les gouvernements et toute autre organisation, selon les pratiques suivantes :

- encourager et soutenir le développement communautaire
- encourager et soutenir les initiatives susceptibles de bénéficier au contexte social, notamment dans les domaines de l'environnement, de la santé et de l'éducation
- identifier et rendre accessibles les possibilités d'emploi, de formation de la main d'œuvre ainsi que de développement de partenariats d'affaires de façon directe ou par le biais des entrepreneurs sous contrat avec nous et de nos fournisseurs.

Dans cette perspective, nous surveillons de très près nos activités et notre performance, tout en veillant à les améliorer sans cesse et à les faire connaître auprès du public.





Canadian Environmental  
Assessment Agency

9<sup>th</sup> Floor, Fontaine Building  
Hull, Quebec  
K1A 0H3

Agence canadienne  
d'évaluation environnementale

9<sup>e</sup> étage, Édifice Fontaine  
Hull (Québec)  
K1A 0H3

JUN 07 2001

Mr. Muncy Novalinga  
President  
Kativik Environmental Advisory Committee  
675 René-Lévesque Boulevard East  
6<sup>th</sup> floor, Box 83  
Quebec QC G1R 5V7



Dear Mr. Novalinga:

One of the important features of the *Canadian Environmental Assessment Act* (the Act) is the independent assessments conducted under the review panel process. Review panels have the unique capacity to encourage an open and frank discussion and exchange of views, and involve large numbers of concerned groups and members of the public by allowing individuals to present evidence, concerns and recommendations at public hearings.

The Act also stipulates that the Canadian Environmental Assessment Agency should provide administrative and technical support for review panels established pursuant to the Act.

In 1998, the Minister of the Environment made the *Environmental Assessment Review Panel Service Charges Order* (the Order), which prescribes fees to recover standard direct Agency costs for review panels, established pursuant to the Act. A copy of the Order is enclosed for information purposes.

The Order is not applicable to provincial or territorial governments acting as project proponents, except in the case of provincial Crown corporations. In addition, the Order does not apply to comprehensive land claims processes or band councils, as defined in accordance with the *Indian Act*, that are project proponents.

At the time that the Order was made, the Agency made a commitment to review, within three years, the cost-recovery system and the process efficiency of the Order. The efficiency of the federal environmental assessment process was extensively considered during the recently completed Five Year Review of the Act. The Agency also conducted an internal review of the Order.

.../2



Based on experience gained in the application of the Order, and also related trends and developments during the past three years, the Agency has prepared the enclosed proposed Amendments to the Order.

The rationale for the proposed changes is as follows. The first amendment - the change in the definition of "review panel" - would allow the Agency to recover its costs where a review panel is established jointly under the Act and under another federal Act that authorizes or requires a public hearing process as part of its regulatory regime. The current wording of the Order prevents the Agency from recovering its costs in this situation. Joint panel reviews, in which a project is assessed under the Act and under other legislation through a single review, are one of the most important trends in environmental assessment in Canada. This harmonized initiative has helped avoid duplication of effort in analysis and reporting, and has brought greater certainty to the decision-making process for project proponents. This amendment would make the application of the review panel process more consistent.

The change relating to the clarification of the scope of coverage in section 2 is proposed to simplify the clarity of the *Service Charges Order*. It would signify that it applies only to the direct costs of the Agency, and not to the costs of other federal departments or agencies.

As previously mentioned, the Order is not applicable to territorial governments acting as project proponents. The third change relates to the inclusion of the Government of Nunavut into the scope of the Order. This change would add the exclusion of the Government of Nunavut, as well as any agency or body of that Government, from the application of the Order. Nunavut was not addressed in the original Order, as it was drafted prior to the creation of the Territory.

Given the nature and scope of this matter, I would like to solicit any opinions you may have on this proposed amendment by July 13, 2001.

Thank you for your consideration of this matter.

Yours sincerely,



Robert G. Connelly  
Vice-President  
Policy Development



Registration  
SOR/98-443 26 August, 1998

Enregistrement  
DORS/98-443 26 août 1998

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

**Environmental Assessment Review Panel Service  
Charges Order**

**Arrêté sur les prix applicables aux services relatifs  
aux commissions d'évaluation environnementale**

The Minister of the Environment, pursuant to Order in Council P.C. 1998-1495 of 26 August, 1998<sup>a</sup>, made pursuant to paragraph 19(1)(b)<sup>b</sup> of the *Financial Administration Act*, hereby makes the annexed *Environmental Assessment Review Panel Service Charges Order*.

En vertu du décret C.P. 1998-1495 du 26 août 1998<sup>a</sup>, pris en vertu de l'alinéa 19(1)b)<sup>b</sup> de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la ministre de l'Environnement prend l'*Arrêté sur les prix applicables aux services relatifs aux commissions d'évaluation environnementale*, ci-après.

Ottawa, August 26, 1998

Ottawa, le 26 août 1998

Christine Stewart  
Minister of the Environment

La ministre de l'Environnement,  
Christine Stewart

**ENVIRONMENTAL ASSESSMENT REVIEW  
PANEL SERVICE CHARGES ORDER**

**ARRÊTÉ SUR LES PRIX APPLICABLES AUX  
SERVICES RELATIFS AUX COMMISSIONS  
D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

1. The definitions in this section apply in this Order.

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent arrêté.

«Act» means the *Canadian Environmental Assessment Act*. (*Loi*)

« Agence » L'Agence canadienne d'évaluation environnementale constituée par l'article 61 de la Loi. (*Agence*)

«Agency» means the Canadian Environmental Assessment Agency established by section 61 of the Act. (*Agence*)

« commission » Soit la commission d'évaluation environnementale constituée en vertu de l'article 33 de la Loi pour effectuer l'évaluation environnementale d'un projet et tenir compte des éléments visés aux paragraphes 16(1) et (2) de la Loi, soit une commission constituée en vertu du paragraphe 40(2) de la Loi, sauf si elle est constituée en vertu d'un accord avec une instance visée à l'alinéa 40(1)a) de la Loi. (*review panel*)

«charges» means all charges for services, including per diem fees for the review panel members, travel costs and other operating costs attributable to a review panel. (*prix*)

«project» means a project for which an environmental assessment is required under the Act. (*projet*)

« Loi » La *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. (*Act*)

«proponent», in respect of a project, means the person or body that proposes a project referred to a review panel under the Act. (*promoteur*)

« prix » Les prix fixés pour les services, qui comprennent les honoraires journaliers des membres de la commission, les frais de voyage et autres coûts de fonctionnement attribuables aux travaux de la commission. (*charges*)

«review panel» means a body established pursuant to section 33 of the Act to conduct an environmental assessment of a project and consider factors required to be considered under subsections 16(1) and (2) of the Act, and includes a review panel established pursuant to subsection 40(2) of the Act but does not include a review panel established pursuant to an agreement with a jurisdiction referred to in paragraph 40(1)(a) of the Act. (*commission*)

« projet » Projet assujéti à une évaluation environnementale aux termes de la Loi. (*project*)

«services» means environmental assessment services relating to review panels conducted pursuant to the Act. (*services*)

« promoteur » La personne ou l'organisme qui propose un projet soumis à l'examen d'une commission sous le régime de la Loi. (*proponent*)

« services » Les services d'évaluation environnementale liés aux travaux exécutés par une commission sous le régime de la Loi. (*services*)

APPLICATION

APPLICATION

2. This Order seeks to recover the direct costs incurred through a panel review conducted pursuant to the Act, but it does not apply to:

2. Le présent arrêté vise le recouvrement des coûts directs liés aux travaux exécutés par une commission sous le régime de la Loi, mais ne s'applique pas :

(a) a proponent who is a federal authority within the meaning of subsection 2(1) of the Act;

a) au promoteur qui est une autorité fédérale au sens du paragraphe 2(1) de la Loi;

<sup>a</sup> SI/98-89

<sup>b</sup> S.C. 1991, c. 24, s. 6

<sup>a</sup> TR/98-89

<sup>b</sup> L.C. 1991, ch. 24, art. 6



(b) projects in which the involvement of a federal authority within the meaning of subsection 2(1) of the Act is limited to the provision of funding;

(c) a proponent who is the Commissioner in Council or an agency or body of the Yukon Territory or the Northwest Territories, the council of a band within the meaning of the *Indian Act*, or a provincial government, except in the case of a provincial Crown corporation;

(d) review panels whose members were appointed before the coming into force of this Order.

## CHARGES

3. The charges to be paid by a proponent for a service set out in column 1 of an item of the schedule are the charges set out in column 2 of that item.

## COMING INTO FORCE

4. This Order comes into force on August 26, 1998.

SCHEDULE  
(Section 3)

## CHARGES

Item	Column 1 Services	Column 2 Charges
1.	Review panel members: (a) panel chairperson (b) panel member	(a) \$650 per day (b) \$500 per day
2.	Direct and attributable federal government employees salaries and Employee Benefit Plans (EBP), including overhead and overtime charges	Salary per diem based on a productivity rate of 220 days per year, plus EBP (20% of total chargeable salaries)
3.	Travel: (a) regular travel services  (b) chartered services	(a) The rates set out in the Treasury Board Travel Directive (b) The rates set out in the <i>Catalogue for Air Charter Services</i> , published by the Department of Public Works and Government Services
4.	Publication and printing (including professional desktop publishing, editing and English/French or French/English) translation	The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services
5.	Distribution services: (a) regular mail  (b) courier delivery	(a) The rates of the Canada Post Corporation (b) The rates of Purolator Courier Ltd.
6.	Telecommunications (including telephone and line installation, long distance, conference and video conference services)	(a) In the case of federal government employees and non-federal government personnel using federal government telecommunications equipment, the rates of the Government Telecommunications and Informatics Services (GTIS) Agency (b) In the case of non-federal government personnel using private telecommunications equipment, the tariffs as regulated by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission for telecommunications service providers

b) aux projets dans lesquels la contribution d'une autorité fédérale au sens du paragraphe 2(1) de la Loi se limite uniquement à la prestation de fonds;

c) au promoteur qui est le commissaire en conseil ou un office ou un organisme du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest, un conseil de bande au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou un gouvernement provincial, exception faite des sociétés d'État provinciales;

d) aux commissions dont les membres ont été nommés avant la date de son entrée en vigueur.

## PRIX À PAYER

3. Le prix que doit payer le promoteur pour la prestation d'un service visé à la colonne 1 de l'annexe est le prix prévu à la colonne 2.

## ENTRÉE EN VIGUEUR

4. Le présent arrêté entre en vigueur le 26 août 1998.

ANNEXE  
(article 3)

## PRIX À PAYER

Article	Colonnes 1 Services	Colonnes 2 Prix
1.	Membre de la commission : a) président b) autres membres	a) 650 \$ par jour b) 500 \$ par jour
2.	Traitements des employés du gouvernement fédéral et régimes d'avantages sociaux des employés (RAS), directs et imputables, y compris les dépenses indirectes et les dépenses en temps supplémentaire	taux de traitement journalier calculé selon un taux de productivité de 220 jours par année, plus les RAS (20 % de l'ensemble des traitements facturables)
3.	Voyages : a) services de voyage ordinaires  b) affrètements	a) taux prévus dans la Directive sur les voyages d'affaires du Conseil du Trésor b) taux prévus dans le <i>Catalogue des services d'affrètement aérien</i> publié par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
4.	Publication et impression (y compris les services professionnels d'édition, la correction-révision et la traduction français/anglais ou anglais/français)	taux indiqués dans les offres permanentes du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
5.	Services de livraison : a) courrier ordinaire  b) service de messagerie	a) taux de la Société canadienne des postes b) taux de Courrier Purolator Ltée
6.	Télécommunications (y compris l'installation de téléphones et de lignes téléphoniques, le service interurbain et les services de téléconférence et de vidéoconférence)	a) dans le cas des employés du gouvernement fédéral, ou d'autres employés, qui utilisent les équipements de télécommunications du gouvernement fédéral, les taux des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI) b) dans le cas des employés autres que ceux du gouvernement fédéral qui utilisent des équipements de télécommunications privés, les tarifs des fournisseurs de services de télécommunications, réglementés par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes



## SCHEDULE — Continued

## CHARGES — Continued

Item	Column 1 Services	Column 2 Charges
7.	Public hearing/ panel meeting facilities: (a) hospitality  (b) simultaneous translation  (c) sound systems  (d) transcription services	(a) The rates of the <i>Treasury Board Manual — Employee Services, Hospitality</i> , chapter 7-1 (b) The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services (c) The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services (d) The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services
8.	Information office: (a) stationery supplies (b) lease of the information office  (c) rental of furniture and office equipment  (d) rental of informatics equipment  (e) panel information officer	(a) The rates of the yearly catalogue of Lyreco Inc. (b) The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services (c) The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services (d) The rates established in standing offers with the Department of Public Works and Government Services (e) \$200 per day

## ANNEXE (suite)

## PRIX À PAYER (suite)

Article	Colonne 1 Services	Colonne 2 Prix
7.	Installations et équipements destinés aux audiences publiques et aux réunions de la commission : a) accueil  b) traduction simultanée  c) systèmes audio  d) services de transcription	a) taux indiqués dans le <i>Manuel du Conseil du Trésor - Services aux employés, Accueil</i> , ch. 7-1 b) taux indiqués dans les offres permanentes du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux c) taux indiqués dans les offres permanentes du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux d) taux indiqués dans les offres permanentes du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux
8.	Bureau d'information : a) fournitures de bureau b) location du bureau d'information  c) location du mobilier et du matériel de bureau  d) location de matériel informatique  e) agent d'information de la commission	a) prix du catalogue annuel de Lyreco Inc. b) taux indiqués dans les offres permanentes du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux c) taux indiqués dans les offres permanentes du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux d) taux indiqués dans les offres permanentes du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux e) 200 \$ par jour

REGULATORY IMPACT  
ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

## Description

The *Canadian Environmental Assessment Act* (the Act) sets out responsibilities and procedures for Environmental Assessment (EA) of projects involving the federal government. Specifically, the Act establishes a duty of the Canadian Environmental Assessment Agency (the Agency) to provide administrative support for EA review panels.

Work commenced on cost-recovery following the 1995 Budget, which stated:

“the Minister of the Environment will develop, in consultation with concerned ministers, provinces and stakeholders, proposals for recovering all costs attributable to environmental assessments as well as options for streamlining procedures and timelines for the environmental assessment process”.

In April 1997, a series of measures were announced to improve the efficiency of environmental assessments. These efficiency improvement measures included the *Federal Coordination Regulations* and new procedures for panel reviews that include timelines, creating performance standards for the conduct of panel reviews.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT  
DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie de l'arrêté.)

## Description

Les responsabilités et procédures en matière d'évaluation environnementale des projets liés au gouvernement fédéral sont prévues par la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (la Loi). Plus précisément, la Loi établit l'une des fonctions de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence), qui est d'assurer le soutien administratif des commissions d'évaluation environnementale.

Le travail relatif au recouvrement des coûts a été amorcé suivant le budget de 1995, qui énonçait que :

« le ministre de l'Environnement élaborera, de concert avec les ministres concernés, les provinces et les autres intéressés des propositions visant à recouvrer les coûts des évaluations environnementales, ainsi que des options en vue de rationaliser les mécanismes et les calendriers relatifs au processus d'évaluation environnementale ».

En avril 1997, on a annoncé un train de mesures visant à améliorer l'efficacité des évaluations environnementales. Parmi ces mesures, mentionnons le *Règlement sur la coordination fédérale* et les nouvelles procédures des commissions, qui englobent les



The government also announced that cost-recovery will be implemented in a manner consistent with the new Treasury Board Cost Recovery and Charging Policy, including periodic reviews of the initiative and an assessment of its effects on competitiveness. Only the costs directly attributable to the conduct of an environmental assessment are suitable for recovery from the proponent.

Therefore, revenues generated from cost recovery will not fund ongoing operational activities of the Agency. Other key principles that guided the development of the cost recovery model were that only the actual costs incurred in conducting a review would be recovered and that costs would be transparent and verifiable.

The main components of the cost recovery system include: an up front cost estimate document negotiated with proponents, in the form of a Memorandum of Understanding (MOU); recovery based on actual costs incurred, not through set fees based on averages; careful tracking and reporting of actual costs incurred for recovery, including cost verification through an independent third party audit process; and a full dispute resolution mechanism. Key process efficiency measures, such as the recently announced panel procedures guideline, will serve as performance standards for cost-recovery. The Agency will also act as the "single window" and manage the cost recovery mechanism.

The Agency developed this approach to cost-recovery in consultation with industry and other federal departments and agencies. The *Environmental Assessment Review Panel Service Charges Order* under the *Financial Administration Act* are designed to support this approach. This Order will allow the Minister of the Environment to prescribe fees to recover the direct standard costs that can be determined in advance of the review panel. Additional costs that are eligible for cost recovery, but due to their nature, cannot be determined in advance of the panel review will be fixed in an open and transparent process through a MOU with proponents. These costs typically are driven by the location and complexity of the project, which have a high degree of variability and therefore cannot be predicted. Together, these instruments will be the basis for determining the total amount eligible for recovery from proponents. This system currently focuses on the recovery of Agency direct costs from project proponents.

Costs that can be determined in advance of a review panel and are incorporated in the fee schedule include: salaries related to the support and analysis of the panel; panel member fees; information office facilities; travel; and printing, publishing and distribution costs.

Other costs appropriate for recovery but cannot be determined in advance include: technical expert and analysis fees; public announcement and release costs; and public meeting costs.

This Order does not apply to federal authorities that are project proponents or to projects in which the only involvement of federal authorities is the provision of funds for the project. This cost

plans d'exécution et l'établissement de normes de rendement pour la conduite des activités des commissions.

Le gouvernement a aussi convenu que le recouvrement des coûts serait mis en œuvre conformément à la nouvelle politique du Conseil du Trésor à cet effet et portant aussi sur la facturation des services, ce qui comprend des examens périodiques de l'initiative en cause et une évaluation de ses répercussions du point de vue de la compétitivité. Seuls les coûts directement reliés à une évaluation environnementale peuvent être recouverts du promoteur.

Par conséquent, les revenus découlant d'un tel recouvrement ne serviront pas à financer des activités opérationnelles courantes de l'Agence. D'autres principes clés ont guidé l'élaboration du modèle de recouvrement des coûts : seuls les coûts réels occasionnés par un examen feront l'objet d'un recouvrement et ces coûts devront être transparents et vérifiables.

Les principaux éléments du système de recouvrement des coûts sont les suivants : un document sur l'estimation des coûts négocié avec les promoteurs, sous forme de protocole d'entente; recouvrement en fonction de coûts réels et non de frais fixes calculés à partir de moyennes; suivi et compte rendu rigoureux des coûts réels du recouvrement, y compris la vérification des coûts effectuée par une tierce partie indépendante; un mécanisme complet de résolution de conflits. Les mesures clés d'efficacité du processus, comme la directive sur les procédures de commissions, serviront de normes de rendement pour le recouvrement des coûts. L'Agence agira également comme « guichet unique » et gèrera le mécanisme de recouvrement des coûts.

L'Agence a élaboré cette approche de recouvrement des coûts des commissions en consultation avec le secteur privé et d'autres ministères et organismes fédéraux. L'*Arrêté sur les prix applicables aux services relatifs aux commissions d'évaluation environnementale* en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est destiné à soutenir cette approche. Cet arrêté permettra au ministre de l'Environnement de prescrire un droit pour le recouvrement des coûts standards directs qui peuvent être déterminés à l'avance. Les coûts additionnels assujettis au recouvrement des coûts qui, par leur nature, ne peuvent être déterminés à l'avance, feront l'objet d'un processus de négociation transparent auprès des promoteurs au moyen d'un protocole d'entente. Ces coûts dépendent de l'emplacement et de la complexité du projet et varient considérablement; c'est pourquoi il est impossible de les prévoir. Ces étapes constituent les mécanismes sur lesquels se fonde la détermination des sommes totales admissibles recouvrées auprès des promoteurs. Le système est actuellement axé sur le recouvrement des coûts directs de l'Agence auprès des promoteurs de projet.

Parmi les coûts qui peuvent être déterminés à l'avance et figurer dans l'annexe, mentionnons les salaires reliés à l'analyse et au soutien exigés par la Commission, les honoraires des membres de la Commission, les frais associés aux installations du bureau d'information, les frais de déplacement et les coûts d'impression, de publication et de diffusion des rapports.

Les coûts qui ne peuvent être déterminés à l'avance aux fins de recouvrement comprennent : les frais associés à l'analyse et aux expertises techniques, les frais associés aux annonces et aux communiqués destinés au public ainsi que les coûts des audiences publiques.

L'arrêté ne s'applique pas aux autorités fédérales qui sont des promoteurs du projet, ni aux projets eux-mêmes dans lesquels la seule implication des autorités fédérales réside en l'attribution de



recovery Order is not applicable to provincial or territorial governments acting as project proponents, except in the case of provincial Crown Corporations. In addition, this Order will not apply to comprehensive land claims processes or band councils, as defined in accordance with the *Indian Act*, that are project proponents. Finally, at the time of coming into force this Order will not apply to existing review panels.

The Agency's cost recovery system for review panels should be implemented by the end of the 1998-99 fiscal year.

#### *Alternatives*

Various alternatives to the Order and fee schedule were considered and discarded as being contrary to the approach developed with stakeholders and affirmed by Cabinet, including:

**Contract directly with project proponents:** A voluntary approach to cost-recovery was contemplated using the Minister of the Environment's legal authority to contract. However, project proponents are not legally obligated to enter into these contracts and hence pay for the EA services. In the absence of a contract, no legal authority exists to recover costs. The government may be forced to delay panel activities and other government commitments until an alternative source of funds is secured.

**Cost Attribution:** The Agency reviewed the feasibility of allowing the project proponent to pay costs directly, thus avoiding government procedures and related overhead costs while meeting pre-defined requirements. Given the nature of review panels, certain elements were already cost attributed. However, review panels are designed to be independent in nature and not subject to controls of either the government or the private sectors. This is in contrast with other cost-recovery mechanisms that contain "user pay — user says" principles. In addition, environmental groups expressed concern over how cost attribution may interfere with the integrity and quality of the EA process.

**Prescribed Fee Regulation:** The Agency also examined a cost-recovery mechanism that included a predetermined fee for the provision of review panel services. However, due to the high degree of variability from one project to another, one specific fee would not reflect the true cost of providing the service. Major cost drivers such as location, size and complexity of the project and the environmental factors under consideration vary the total cost of each panel. In addition, since actual costs would not determine the fee charged to project proponents, transparency would be lost.

#### *Benefits and Costs*

On average, the Agency spent \$3.5 million annually to support panel reviews. This does not take into consideration the full costs, which include overhead, depreciation, capital, accommodation and other costs.

A priority in developing the cost-recovery system was separating costs that benefit the public interest from those that directly

fonds. Cet arrêté relatif au recouvrement des coûts ne touche pas non plus les gouvernements provinciaux ou territoriaux agissant à titre de promoteurs du projet, exception faite des sociétés d'État provinciales. En outre, l'arrêté ne concernera pas les processus complets de revendications territoriales, ni les conseils de bande, tels qu'ils sont définis conformément à la *Loi sur les Indiens*, qui sont des promoteurs du projet. Enfin, l'arrêté ne s'appliquera pas aux commissions d'examen actuelles, tant qu'il n'aura pas force de loi.

Le système de recouvrement des coûts de l'Agence devrait entrer en vigueur d'ici la fin de l'exercice 1998-1999.

#### *Solutions envisagées*

Diverses solutions concernant l'arrêté et le barème des droits ont été envisagées puis rejetées après avoir été jugées contraires à l'approche élaborée avec les intervenants et approuvée par le Cabinet, notamment :

**Adjudication directe aux promoteurs de projet :** Une approche volontaire de recouvrement des coûts, où l'on aurait eu recours à l'autorisation légale d'adjudication du ministre de l'Environnement. Cependant, les promoteurs de projet ne sont pas légalement obligés de participer à de tels accords et donc de payer pour bénéficier de services d'évaluation environnementale. En l'absence d'un contrat, il n'existe aucune autorisation légale prévoyant le recouvrement des coûts. Le gouvernement pourrait être obligé de suspendre les activités de la commission et certains autres engagements dans l'attente d'une autre source de financement.

**Attribution des coûts :** L'Agence a examiné la possibilité de permettre au promoteur du projet d'acquitter les frais directement, ce qui aurait permis d'éviter les procédures gouvernementales et les frais généraux connexes tout en respectant les exigences pré-établies. Vu la nature des commissions, certains éléments font déjà l'objet d'une attribution des coûts. Toutefois, les commissions sont conçues pour être des organismes indépendants et non assujettis aux contrôles du gouvernement ou du secteur privé. Cela va à l'encontre d'autres mécanismes de recouvrement des coûts fondés sur le principe selon lequel l'utilisateur qui paie a aussi le droit de parole. De plus, les groupes environnementaux ont exprimé leur inquiétude concernant la possibilité que l'attribution des coûts entrave l'intégrité et la qualité du processus d'évaluation environnementale.

**Règlement sur le droit prescrit :** L'Agence s'est aussi penchée sur un mécanisme de recouvrement des coûts prévoyant un droit prédéterminé pour la prestation des services de la commission. Puisque les projets sont très différents, ce droit préétabli ne refléterait pas toujours le coût véritable du service. Des variables génératrices de coûts, comme l'emplacement, l'envergure et la complexité du projet, et les facteurs environnementaux à l'étude font varier le total des coûts de chaque commission. De plus, comme les coûts réels ne détermineraient pas le droit imposé à chaque promoteur de projet, la transparence ferait défaut.

#### *Avantages et coûts*

L'Agence dépense en moyenne 3,5 millions de dollars par an pour soutenir les activités des commissions. Ce chiffre ne tient pas compte des coûts complets qui comprennent les frais généraux, l'amortissement, le capital, les installations matérielles et d'autres coûts.

Dans l'élaboration du système de recouvrement des coûts, on a cherché à distinguer les coûts qui favorisent l'intérêt public de



benefit project proponents. EA activities that benefit the public will continue to be funded through voted tax-based appropriations. In addition, costs eligible for cost recovery must be "avoidable", they would not have occurred had the project under assessment not existed. Therefore, only direct and actual costs incurred in conducting the review panel will be recovered and not full costs. Through this Order, approximately 65% of the full costs for supporting each review panel will be recovered.

Predicting the actual cost of a review panel in advance of the assessment has proved to be very difficult, since panels vary greatly from one project to another. Major cost drivers such as location, scope of the project and environmental factors to consider are always different for each project. To take into account the high variability of the costs of review panels, a fee schedule is proposed that reflects the process for determining costs, rather than providing a specific fee or price. This approach has gained the support of various stakeholders as reflecting the true nature of review panels.

Cost-recovery is not anticipated to cause negative competitive impacts on Canadian industry. Experience has shown that projects subject to panel review tend to have large capital costs (averaging \$900 million) and are sponsored by well-financed proponents. Furthermore, panel review costs have averaged only 6/100 of 1% of the total capital costs of the project. However, special financial arrangements will be available to assist projects where Business Impact Tests reveal that EA costs may adversely affect its economic viability. These arrangements may include extended schedules for repayment or other deferred program, but will not abandon the principle of cost-recovery.

Finally, cost recovery measures will strengthen EA by introducing more discipline into the process and more certainty for industry as proponents and for the public as participants in the process.

### *Consultation*

In the Summer of 1996, two public discussion papers, titled: *Position Paper on Process Efficiency and Discussion Paper on Cost Recovery* were released in advance of a nation-wide consultation process. Specifically targeted were business interests, aboriginal and environmental groups, provincial and federal departments and agencies. Over 425 groups, organizations and individuals were interviewed and 75 written submissions were received.

The message from these consultations were that efficiency and harmonization initiatives that streamline the EA process should be undertaken in advance of implementing cost-recovery. Industry groups commented that the basis for recovering costs should be the direct and actual costs of conducting a particular review (costs for panel reviews can range from \$200,000 to \$1.5 million, depending on the scale and complexity of the project) and that cross-subsidization among projects be avoided. Industry also wanted a simple and straightforward cost recovery mechanism that could capture cost reductions as efficiency gains were achieved in the EA process. Environmentalists expressed concern that cost-recovery should not have any negative effects on the

ceux qui profitent directement aux promoteurs de projet. Les évaluations environnementales qui avantagent directement la population continueront d'être financées par l'entremise de crédits fiscaux votés. De plus, les coûts admissibles au recouvrement doivent être « évitables »; ils n'auraient pas été occasionnés sans l'existence du projet faisant l'objet de l'évaluation. Par conséquent, seuls les coûts directs et les coûts réels découlant des activités de la commission seront admissibles au recouvrement, et non pas les coûts complets. Cet arrêté permettra de recouvrer environ 65 % des coûts complets associés au soutien de chaque commission.

Il s'est avéré très difficile de prévoir le coût réel d'une commission avant que n'ait lieu l'évaluation, chaque commission variant considérablement d'un projet à l'autre. Les principaux éléments générateurs de coûts, comme l'emplacement, la portée du projet et les facteurs environnementaux à considérer, ne sont jamais les mêmes. Pour tenir compte de cette forte variabilité des coûts des commissions, on propose un barème de droits qui reflète le processus de détermination des coûts, plutôt que de prévoir un droit ou un prix précis. Selon divers intervenants, cette approche traduit bien la véritable nature des commissions.

Le recouvrement des coûts ne devrait pas avoir de répercussions négatives sur la compétitivité de l'industrie canadienne. L'expérience a démontré que les coûts d'immobilisation des projets donnant lieu à une commission ont tendance à être élevés (900 millions de dollars en moyenne), et que ces projets sont parrainés par des promoteurs bien financés. De plus, les coûts des commissions équivalent en moyenne à seulement 0,06 % du total des coûts d'immobilisation du projet. Toutefois, des arrangements financiers spéciaux seront prévus pour les projets dont le Test de l'impact sur les entreprises révèle que les coûts d'évaluation environnementale pourraient nuire à la viabilité économique. Ces arrangements peuvent comprendre le prolongement des échéanciers de remboursement ou d'autres programmes de report, sans pour autant renoncer au recouvrement des coûts en soi.

En fin de compte, les mesures de recouvrement des coûts permettront de renforcer le processus de l'évaluation environnementale en y ajoutant un élément de discipline et de certitude pour le secteur privé (promoteurs de projet) et la population (participants au processus).

### *Consultations*

À l'été de 1996, deux documents intitulés *Exposé de principes sur l'efficacité du processus* et *Document de travail sur le recouvrement des coûts*, ont été publiés préalablement à un processus de consultation national. Ces documents s'adressaient en particulier aux entreprises, aux Autochtones, aux groupes environnementaux et aux ministères et organismes des gouvernements provinciaux et fédéral. Plus de 425 groupes, organisations et particuliers ont été interviewés, et l'Agence a reçu 75 mémoires.

Ces consultations ont fait ressortir qu'il faudrait entreprendre des initiatives visant l'efficacité et l'harmonisation afin de rationaliser le processus d'évaluation environnementale avant de mettre en œuvre le système de recouvrement des coûts. Pour certains groupes du secteur privé, le recouvrement des coûts devrait être fondé sur les coûts directs et réels de la conduite d'un examen donné (les coûts des commissions varient entre 200 000 dollars et 1,5 million de dollars, selon l'ampleur et la complexité du projet) et il faudrait éviter l'interfinancement des projets. Le secteur privé souhaite aussi qu'on établisse un mécanisme de recouvrement des coûts simple et direct qui permet de représenter les réductions des coûts à mesure que s'améliore l'efficacité du



independence and integrity of EA process. These considerations were instrumental in shaping the cost recovery approach.

Building on the consultation process launched in 1996, the Agency complied with the requirements of the Cost Recovery and Charging Policy by ensuring that: stakeholders were kept informed of all elements of the proposed system; stakeholders present at formal consultation proceedings represented broad interests and backgrounds, and stakeholders were provided with opportunities to provide input. Following the announcement of cost recovery, focused discussions with industry representatives were held on the methods for implementation.

In general, there was support for the Agency's approach to cost-recovery. Agreement was reached on a number of key issues, including: recovery of actual costs incurred in providing the service rather than a fixed fee; that the Agency act as the "single window" for the federal government; use of a public document for cost estimates; creation of a verifiable and independent audit process; establishment of a dispute resolution mechanism; and creation of an Industry Liaison Committee to review immediate concerns and impacts regarding cost-recovery and process efficiency. Suggested improvements in the framework for the MOU, the dispute resolution mechanism and the monitoring of results were incorporated into the design of the cost recovery mechanism.

Further consultations will be undertaken regarding the expansion of the review panel cost recovery model to other departments and agencies. In addition, a review on the effectiveness of cost-recovery and process efficiency will be conducted within three years of implementation.

Little public input was received during the 60 day consultation period of the *Canada Gazette*, Part I. Concern focused primarily on the decision to recover the costs of panel reviews rather than on the proposed Order and fee schedule. To reassure affected stakeholders, it is reiterated that only the costs that provide a clear benefit to project proponents shall be recovered. On average, these total approximately 65% of the full costs incurred by the Agency in supporting a panel review.

The only modification to the proposed Order, as a result of public input, is to clarify the definition of review panel. A number of different authorities exist under the *Canadian Environmental Assessment Act* to establish a review panel. The clear intent of the Order is to recover costs incurred by the Agency in conducting a review panel, regardless of which authority has been utilized. Subsequently, the Order has been modified to cite all references under the Act that establish a review panel, specifically sections 33 and 40(1)(a), (b) and (c).

#### **Compliance and Enforcement**

The *Canadian Environmental Assessment Act* empowers the Agency to administer the environmental assessment process. This includes a mandated duty to provide administrative support for review panels. Through this Order, the Minister will have the

processus de l'évaluation environnementale. Les environnementalistes ont exprimé des préoccupations quant aux éventuels effets négatifs du recouvrement des coûts sur le caractère indépendant et intègre de l'évaluation environnementale, des considérations dont tient compte le système de recouvrement des coûts.

Forte du processus de consultation lancé en 1996, l'Agence s'est conformée aux exigences de la politique de recouvrement des coûts et de facturation des services en s'assurant de ce qui suit : les intervenants ont été tenus au courant de tous les volets du système proposé; les intervenants ayant participé au processus de consultation étaient représentatifs d'un large éventail d'intérêts et de milieux; les intervenants ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue. Après l'annonce du recouvrement des coûts, des discussions ont eu lieu avec les représentants du secteur privé concernant les méthodes de mise en œuvre.

En général, on a bien accueilli l'approche de l'Agence en matière de recouvrement des coûts. On s'est mis d'accord sur certaines questions clés : le recouvrement portera sur les coûts réels d'un service plutôt que sur un droit fixe; l'Agence fera fonction de « guichet unique » pour le gouvernement fédéral; on aura recours à un document public pour l'estimation des coûts; un processus de vérification contrôlable et indépendant sera établi; un mécanisme de règlement des différends sera mis sur pied; un comité de liaison avec le secteur privé sera chargé d'examiner les préoccupations et répercussions immédiates pour ce qui est du recouvrement des coûts et de l'efficacité du processus. Le système de recouvrement des coûts élaboré intègre les améliorations proposées au protocole d'entente, le mécanisme de règlement des différends et la surveillance des résultats.

D'autres consultations seront entreprises en vue d'étendre le modèle de recouvrement des coûts à d'autres ministères et organismes. De plus, on examinera l'efficacité du recouvrement des coûts et du processus dans les trois ans suivant sa mise en œuvre.

Le public a fourni quelques renseignements au cours de la période de consultation de 60 jours parue dans la *Gazette du Canada* Partie I. Les préoccupations portaient beaucoup plus sur la décision de couvrir les frais des examens de la Commission que sur l'arrêté proposé et sur l'annexe relative à ces frais. Afin de rassurer les parties concernées, il leur fut rappelé que seuls les coûts se traduisant par un profit net pour les promoteurs du projet seraient couverts. En moyenne, ces sommes représentant approximativement 65 % de la facture totale, provenaient de l'Agence en signe d'appui au travail de la Commission.

La seule modification à l'arrêté proposé, provenant des renseignements du public, vise à préciser la définition de la Commission d'examen. En vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, il existe un certain nombre d'autorités diverses capables de former une commission d'examen. L'arrêté vise clairement à couvrir les coûts engendrés par l'Agence pour mener une commission d'examen, peu importe l'autorité qui en ferait l'usage. Par la suite, l'arrêté a subi des modifications afin de citer toutes les références, suivant la Loi, par lesquelles une commission d'examen peut voir le jour, en particulier l'article 33 et les alinéas 40(1)a), b) et c).

#### **Respect et exécution**

La *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* habilite l'Agence à administrer le processus d'évaluation environnementale, ce qui comprend le mandat d'assurer le soutien administratif des commissions. Cet arrêté autorisera le Ministre à établir les



authority to set fees for providing this service. Beyond the financial obligations imposed by regulations, no other compliance or enforcement mechanisms are contemplated. Overdue accounts or late payments will be considered Debt Owing the Crown, and through the authority of the Minister will be enacted accordingly.

**Contact**

John Arseneau  
Director, Policy Analysis  
Canadian Environmental Assessment Agency  
200 Sacré-Coeur Boulevard, 14th Floor  
Hull, Quebec  
K1A 0H3  
(819) 994-5043

droits exigibles pour la prestation du service. Sauf les obligations financières imposées par l'arrêté, aucun autre mécanisme d'observation et d'application n'est envisagé. Les comptes ou paiements en souffrance seront considérés comme une dette exigible par l'État, et seront traités comme telle avec l'autorisation du Ministre.

**Personne-ressource**

John Arseneau  
Directeur, Analyse des politiques  
Agence canadienne d'évaluation environnementale  
200, boulevard Sacré-Cœur, 14<sup>e</sup> étage  
Hull (Québec)  
K1A 0H3  
(819) 994-5043

Revised Environmental Assessment Review Panel Service Charges Order

SOR/98-443

Registration 26 August, 1998

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Environmental Assessment Review Panel Service Charges Order

The Minister of the Environment, pursuant to Order in Council P.C. 1998-1495 of 26 August, 1998a, made pursuant to paragraph 19(1)(b)b of the Financial Administration Act, hereby makes the annexed Environmental Assessment Review Panel Service Charges Order.

Ottawa, August 26, 1998

Christine Stewart, Minister of the Environment

a SI/98-89b S.C. 1991, c. 24, s. 6

REVISED ENVIRONMENTAL ASSESSMENT REVIEW PANEL SERVICE CHARGES ORDER

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in this Order.

"Act" means the *Canadian Environmental Assessment Act*. (*Loi*)

"Agency" means the Canadian Environmental Assessment Agency established by section 61 of the Act. (*Agence*)

"charges" means all charges for services, including per diem fees for the review panel members, travel costs and other operating costs attributable to a review panel. (*prix*)

"project" means a project for which an environmental assessment is required under the Act. (*projet*)

"proponent", in respect of a project, means the person or body that proposes a project referred to a review panel under the Act. (*promoteur*)

"review panel" means a body established pursuant to section 33 of the Act to conduct an environmental assessment of a project and consider factors required to be considered under subsections 16(1) and (2) of the Act, and includes a review panel established pursuant to subsection 40(2) or (2.1) of the Act but does not include a review panel established pursuant to an agreement with a jurisdiction referred to in paragraph 40(1)(a) of the Act. (*commission*)

"services" means environmental assessment services relating to review panels conducted pursuant to the Act. (*services*)

APPLICATION

2. This Order seeks to recover the direct costs incurred on behalf of Her Majesty in right of Canada for services provided by the Agency in the course of an environmental assessment conducted by a review panel through a panel review conducted pursuant to the Act, but it does not apply to:

(a) a proponent who is a federal authority within the meaning of subsection 2(1) of the Act;

(b) projects in which the involvement of a federal authority within the meaning of subsection 2(1) of the Act is limited to the provision of funding;

(c) a proponent who is the Commissioner in Council or an agency or body of the Yukon Territory, ~~or~~ the Northwest Territories, or Nunavut, the council of a band within the meaning of the *Indian Act*, or a provincial government, except in the case of a provincial Crown corporation;

(d) review panels whose members were appointed before the coming into force of this Order.

#### CHARGES

3. The charges to be paid by a proponent for a service set out in column 1 of an item of the schedule are the charges set out in column 2 of that item.

#### COMING INTO FORCE

4. This Order comes into force on August 26, 1998.





To: CCEK-KEAC  
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>  
Subject: KEAC Newsletter -- About federal representative from Fisheries and Oceans  
Cc:  
Bcc:  
X-Attachments:

---

To all KEAC members:

Federal Representative --- Take note that the representative for the Department of Fisheries and Oceans on the KEAC in replacement of Robert Fibich until his return, will be Danielle Baillargeon. Jean-Guy Beaudoin, Regional Director General, confirmed the nomination in a letter dated May 31, 2001 and received at the KEAC secretariat today, June 8, 2001. Therefore, she is linked to the KEAC Newsletter and mail list. Welcome to the KEAC Danielle! Here is her adress:

Mrs. Danielle Baillargeon  
Acting coordinator  
Aboriginal fisheries, Northern Quebec  
Department of Fisheries and Oceans  
104 Dalhousie Street  
Quebec QC  
G1K 7Y7  
Tel.: (418) 648-4258  
Fax: (418) 648-4667  
baillargeond@dfo-mpo.gc.ca

→ Kuujjuaq meeting room --- Take note that Sarah Tukkiapik from KRG's Department of Renewable Resources made arrangements for our meeting room in Kuujjuaq (June 12 to 14). On June 12, the people coming from South planned to have a lunch at the Kuujjuaq Inn before to go to the meeting room. Members from North are invited. If you are absent, contact Sarah (tel.: (819) 964-2961) to get the location of the meeting room. The meeting is called for 14:00.

Yours truly,

Robert Comtois  
KEAC





Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada

Post-it

FAX TRANSMISSION MENU

FEUILLETS POUR FAC-SIMILÉ 7671

NO. OF PAGES

NO. OF PAGES

Director General  
Région Laurentienne

Regional Director General Office  
Région Laurentienne

TO: R. Cantois

FROM: [blank]  
DATE: [blank]  
TIME: [blank]  
PAGE: [blank]  
NO. OF PAGES: [blank]

**CCEK**  
Key to 8/06/01  
R. Cantois.

May 21

Mr. [blank]

100-1000

Public Affairs and Information Services  
100-1000  
100-1000

Subject: Minister of Finance and Economic Development, the Hon. Martin  
Gauthier, Secretary Committee

Dear Sir,

I am pleased to inform you that the responsibility for the Department of Fish and Aquatic Sciences on the  
Kaslo-Bonanza Initiative Act is being transferred to the replacement of Mr. [blank] until his  
departure. Mr. [blank] is being replaced by [blank]

For more information, please contact [blank]

Mr. [blank]  
[blank]  
[blank]  
[blank]  
[blank]

[blank]  
[blank]  
[blank]

If you need further information, please contact [blank]

*[Handwritten signature]*  
[blank]  
[blank]

- Mr. S. [blank], Assistant Administrator, IIA
- Mr. G. [blank], Regional Director, Fisheries Management
- Mr. Jean-François, Regional Director, Oceans and Environment
- Mr. Yves Desjardins, Senior Advisor, James Bay Implementation Office





To: CCEK-KEAC  
From: Robert Comtois <Robert.Comtois@fss.ulaval.ca>  
Subject: KEAC -- Claude Abel will be absent  
Cc:  
Bcc:  
X-Attachments:

To all KEAC members:

Take note that Claude Abel will be absent next week at the Kuujjuaq meeting: his mother just passed away. He will give support to his father during the weeks to come.

I transmitt my deep sadness to his father, to him and his family. Yours truly,

Robert Comtois  
KEAC







May 31, 2001



Votre réf./Your ref.

Notre réf./Our ref.  
L103 1110-K1

Mr. Muncy Novalinga  
President,  
Kativik Environmental Advisory Committee  
Édifice Marie-Guyard  
675 René-Lévesque Est, Box 83  
Québec (Québec) G1R 5V7

**Subject: Department of Fisheries and Oceans representative on the Kativik  
Environnemental Advisory Committee**

Dear Sir,

We wish to inform you that the representative for the Department of Fisheries and Oceans on the Kativik Environmental Advisory Committee in replacement of Mr. Robert Fibich until his return, will be Mrs. Danielle Baillargeon.

Coordinates for Mrs. Baillargeon are :

Mrs. Danielle Baillargeon  
Acting Coordinator, Aboriginal fisheries, Northern Quebec  
Department of Fisheries and Oceans  
104 Dalhousie Street  
Quebec QC G1K 7Y7

Tel : (418) 648-4258  
Fax : (418) 648-4667  
[baillargeond@dfo-mpo.gc.ca](mailto:baillargeond@dfo-mpo.gc.ca)

Feel free to contact me if you need additional information.

Yours truly,

Jean-Guy Beaudoin  
Regional Director General

- c.c. Mr. Sid Gershberg, Federal Administrator, JBNQA
- Mr. G. Daniel Caron, Regional Director, Fisheries Management
- Mr. Jean Piuze, Regional Director, Oceans and Environment
- Mr. Yves Désilets, Sr Federal Advisor, James Bay Implementation Office





COMITÉ CONSULTATIF  
DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK.

**COORDONNÉES DES MEMBRES**

Membres du Québec		
<p>MME HÉLÈNE LEBLOND 1185, 3<sup>e</sup> AVENUE ST-RÉDEMPTEUR (Q<sup>É</sup>) G6K 1G2</p>	<p>Vacant</p>	<p>Madame Paule Halley 116, rue Crémazie Est Québec (Québec) G1R 1Y2 Rés. : (418) 648-9483 Tél. : (418) 656-2131, poste 3034 Fax. : (418) 648-9483 Courriel: <a href="mailto:paule.halley@fd.ulaval.ca">paule.halley@fd.ulaval.ca</a></p>
Membres de l'ARK		
<p>Monsieur Michael Barrett Administration régionale Kativik Case postale 9 Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0 Tél. : (819) 964-2961 Fax. : (819) 964-0694 Courriel: <a href="mailto:m_barrett@makivik.org">m_barrett@makivik.org</a></p>	<p>Monsieur David Okpik Case postale 107 Quaqtaq (Québec) J0M 1J0 Rés. : (819) 492-9204 Tél. : (819) 492-9985 Fax. : (819) 492-9935</p>	<p>Monsieur Muncy Novalinga Case postale 346 Puvirmituq (Québec) J0M 1P0 Tél. : (819) 988-2825 Fax. : (819) 988-2751 Rés. : (819) 988-2274 Courriel: <a href="mailto:mnovalinga19@hotmail.com">mnovalinga19@hotmail.com</a></p>
Membres du Canada		
<p>Monsieur Yves Désilets Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada James Bay Implementation Office Les Terrasses de la Chaudière 25, rue Eddy, pièce 1550 Hull (Québec) K1A 0H4 Tél. : (819) 997-8324 Fax. : (819) 994-5495 Courriel: <a href="mailto:desiletsy@inac.gc.ca">desiletsy@inac.gc.ca</a></p>	<p>Monsieur Claude Abel Environnement Canada Direction des Affaires ministérielles Case postale 10100 1141, route de l'Église Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5 Tél. : (418) 648-5464 Fax. : (418) 649-6674 Courriel: <a href="mailto:claud.abel@ec.gc.ca">claud.abel@ec.gc.ca</a></p>	<p>MME DANIELLE BAILARGEON PÊCHES ET OcéAN CANADA 104, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 7Y7</p>

Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 6<sup>e</sup> étage, boîte 83, Québec (Québec) G1R 5V7

Téléphone : (418) 521-3933, poste 7251, télécopieur : (418) 646-0266, courriel : [louise.boucher@menv.gouv.qc.ca](mailto:louise.boucher@menv.gouv.qc.ca)







